



United Nations
Educational, Scientific and
Cultural Organization

Organisation
des Nations Unies
pour l'éducation,
la science et la culture

Patrimoine mondial

41COM

WHC/17/41.COM/5A
Paris, 19 mai 2017
Original : anglais

ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR L'ÉDUCATION, LA SCIENCE
ET LA CULTURE

CONVENTION CONCERNANT LA PROTECTION DU
PATRIMOINE MONDIAL, CULTUREL ET NATUREL

COMITÉ DU PATRIMOINE MONDIAL

Quarante-et-unième session

Cracovie, Pologne
2-12 juillet 2017

**Point 5 de l'ordre du jour provisoire : Rapports du Centre du patrimoine
mondial et des Organisations consultatives**

**5A : Rapport du Centre du patrimoine mondial sur ses activités et la mise
en œuvre des décisions du Comité du patrimoine mondial**

RÉSUMÉ

Ce document présente, de manière synthétique, les résultats des activités menées à bien par le Centre du patrimoine mondial ainsi que les résultats obtenus suite à la mise en œuvre des décisions et des objectifs stratégiques du Comité du patrimoine mondial depuis sa 40^e session (Istanbul/UNESCO, 2016), notamment pour les activités qui ne sont pas couvertes par les autres documents de travail et d'information préparés pour la 41^e session, ainsi que le résultat escompté défini dans le Programme et budget approuvé 2016-2017 (38 C/5). Des informations complémentaires sur toutes les activités du Centre du patrimoine mondial sont consultables à l'adresse <http://whc.unesco.org/fr/activites/>.

Projet de décision : 41 COM 5A, voir Point VII.

I. INTRODUCTION

1. Ce document présente les principales activités menées à bien par le Centre du patrimoine mondial et leurs résultats depuis la 40^e session du Comité du patrimoine mondial (Istanbul/UNESCO, 2016). Il suit le format requis par la 37^e session du Comité du patrimoine mondial (Phnom Penh, 2013) qui tend à mieux refléter le résultat escompté défini dans le Programme et budget approuvé 2016-2017 (38 C/5).
2. Le rapport comporte une partie narrative complétée par cinq annexes. La partie narrative présente la structure actuelle du Centre du patrimoine mondial et les progrès accomplis par rapport aux résultats définis dans le document 38 C/5. Le tableau de l'Annexe 1 recense les activités entreprises pour atteindre les « 5 C » (crédibilité, conservation, renforcement des capacités, communication et communautés) ainsi que les résultats obtenus, suivant les prescriptions de la 34^e session du Comité du patrimoine mondial (Brasilia, 2010). L'Annexe 2 indique le niveau de mise en œuvre des décisions adoptées par la 40^e session. L'Annexe 3 recense les réunions portant sur le patrimoine mondial. Un rapport sur l'utilisation de l'emblème du patrimoine mondial figure à l'Annexe 4. L'Annexe 5 propose un inventaire des partenariats du patrimoine mondial.

II. OBLIGATIONS, STRUCTURE ET COMPOSITION DU CENTRE DU PATRIMOINE MONDIAL

3. Le Centre du patrimoine mondial (ci-après dénommé « Centre » ou « Secrétariat ») est dirigé par un Directeur (niveau D-2), assumant également le rôle de Directeur de la Division du patrimoine. Il convient de noter que l'intitulé exact du poste de Directeur adjoint (recruté à l'automne 2016) prévu dans les effectifs du Centre est Directeur adjoint de la Division du patrimoine et que ses responsabilités couvrent également toutes les autres conventions relevant de la Division du patrimoine, ainsi que l'Unité d'urgence et de préparation aux risques. Le Centre comporte une unité de Politique et Réunions statutaires et cinq unités régionales responsables des biens du patrimoine mondial en Afrique, dans les États arabes, en Asie-Pacifique, en Europe-Amérique du Nord et en Amérique latine-Caraïbes. L'Unité des Services communs des conventions offre un soutien logistique à toutes les conventions culturelles, y compris la Convention du patrimoine mondial.
4. Le Centre comprend actuellement 28 postes établis financés au titre du Programme ordinaire : un poste de directeur et un poste de directeur adjoint mentionnés ci-dessus, 17 postes de professionnels et 9 postes de Services généraux. 30 postes sont financés par des ressources extrabudgétaires/en nature, dont 3 sont affectés à l'Unité des Services communs des conventions. Plusieurs de ces postes sont financés grâce au soutien généreux de la Chine, de la Finlande, de l'Allemagne, du Japon, du Portugal, de la République de Corée, de la Suède et de la Turquie sous forme de détachements, de jeunes professionnels/experts associés ou de prêts non remboursables, entre autres. Un renforcement est prévu au cours du prochain biennium avec la création d'un nouveau poste P4 pour le patrimoine naturel en attendant l'approbation du 39C/5 par la prochaine Conférence générale.
5. Le document WHC/17/41.COM/14 présente des informations détaillées sur les comptes 2016 du Fonds du patrimoine mondial.

III. RESULTAT ESCOMPTE

6. Les activités du Centre du patrimoine mondial appuient l'actuelle Stratégie à moyen-terme (2014-2021), le programme et budget approuvé 2016-2017 (38C/5) comportant le résultat escompté 1 : « **Identification, protection, suivi et gestion durable du patrimoine matériel par les États membres, notamment par la mise en œuvre effective de la Convention de 1972** »
7. Ce résultat escompté couvre cinq indicateurs de performance (IP) :
 - IP 1 Bonne gouvernance exercée par les organes directeurs de la Convention de 1972 grâce à l'organisation efficace de leurs réunions statutaires;
 - IP 2 Nombre de biens du patrimoine mondial où les capacités du personnel sont renforcées, notamment en collaboration avec des instituts et centres de catégorie 2;
 - IP 3 Nombre d'États parties qui élaborent ou révisent des listes indicatives, et pourcentage de dossiers de candidature conformes aux prescriptions;
 - IP 4 Nombre de biens du patrimoine mondial dont la conservation contribue au développement durable;
 - IP 5 Nombre de parties prenantes contribuant à la conservation, aux priorités thématiques et à la sensibilisation.
8. Une attention particulière est portée aux deux priorités de l'UNESCO, l'Afrique et l'égalité des genres, dans toutes les activités du Secrétariat.

Indicateur de performance 1 : organes directeurs

9. Depuis la 40^e session, la Convention du patrimoine mondial a été ratifiée par deux nouveaux pays, le Soudan du Sud et le Timor-Leste, portant le nombre total de ratifications à 193 États parties.
10. Le Centre du patrimoine mondial a assuré l'organisation de la 40^e session du Comité du patrimoine mondial (Istanbul/UNESCO, 2016). Du fait de circonstances imprévues, cette session a été suspendue et poursuivie au siège de l'UNESCO, en octobre 2016. Quarante-sept documents ont été préparés par le Secrétariat (32 documents de travail et 15 documents d'information) et envoyés le 27 mai, le 10 juin, le 27 juin et le 5 juillet 2016.
11. À l'occasion de la 40^e session du Comité, le groupe de travail sur la révision des *Orientations* a discuté de la proposition de révision du paragraphe 61 desdites *Orientations* et des conclusions du groupe de travail ad hoc, créé par la 38^e session du Comité du patrimoine mondial et dont le mandat a été prolongé à l'occasion de la 39^e session. La révision proposée a été adoptée par le Comité. Le groupe de travail sur le budget a discuté des problèmes liés à la diminution des ressources et de plusieurs ajustements budgétaires. Dans le cadre de la décision **40 COM15**, le Comité a décidé d'étudier la question de la durabilité du Fonds et des modalités de travail du groupe de travail ad-hoc conformément à son mandat.
12. Vingt-et-un nouveaux biens ont été inscrits sur la Liste du patrimoine mondial et 156 rapports sur l'état de conservation des sites ont été examinés.
13. La première partie des décisions (réunion d'Istanbul) a été mise en ligne en septembre 2016 et la deuxième partie en novembre 2016, à l'adresse suivante : <http://whc.unesco.org/fr/sessions/40COM/>. Les enregistrements vidéo de la session sont également disponibles sur le site web du Centre.
14. La décision **40 COM 13A** du Comité du patrimoine mondial prolonge le mandat du groupe de travail ad hoc coordonné par la Pologne, pour discuter du paragraphe

68 des *Orientations* concernant les listes indicatives et de la durabilité du Fonds du patrimoine mondial.

15. Le Comité a décidé d'organiser sa 41^e session à Cracovie (Pologne) et choisi le Professeur Jacek Purchla pour la présider.
16. En organisant des réunions d'orientation pour les membres du Comité et des réunions d'information pour tous les États parties, le Centre continue à aider les membres du Comité et des États parties à se préparer pour les sessions du Comité (Décision **35 COM 12B**) et à leur permettre de mieux comprendre les questions relevant des principales procédures statutaires (processus de proposition d'inscription, suivi réactif et questions de procédure). La première réunion d'orientation pour la 41^e session du Comité, présidée par le Président du Comité, est prévue le 23 mai 2017, comme la réunion d'information. Des informations seront également présentées sur le budget, à la demande du Comité. La deuxième réunion d'orientation est prévue le 1er juillet 2017, juste avant la 41^e session. Le Centre appuie également le groupe de travail ad-hoc, suivant les besoins.
17. Un numéro spécial de la revue du *Patrimoine mondial* sur la Turquie a été publié, en amont de la 40^e session du Comité du patrimoine mondial, en collaboration avec les autorités turques, et largement diffusé. Un numéro spécial de la revue du *Patrimoine mondial* sur la Pologne est en préparation en vue de la 41^e session.

Indicateur de performance 2 : renforcement des capacités

18. Les capacités des États parties et des autres parties prenantes ont été renforcées dans le domaine du patrimoine mondial au moyen d'activités mises en œuvre dans toutes les régions, en coopération avec les centres de catégorie 2 et les bureaux hors-siège de l'UNESCO, les organisations consultatives et d'autres partenaires. Des informations plus détaillées peuvent être consultées dans le Tableau de l'Annexe I au présent document et les documents WHC/17/41.COM6 et WHC/17/41.COM10B.
19. En Afrique, le partenariat entre le Centre du patrimoine mondial et le Fonds pour le patrimoine mondial africain (AWHF, centre de catégorie 2 de l'UNESCO) a été développé et renforcé, avec un certain nombre d'activités de renforcement des capacités régionales sur l'ensemble du continent. Le cours sur l'évaluation d'impact sur le patrimoine (HIA), entre autres, qui a réuni plus de 30 participants de nombreux pays africains en novembre 2016 en Tanzanie, a abordé le problème de l'équilibre entre la conservation et le développement et renforcé les capacités des États parties à utiliser cet outil essentiel. Une série de plans de gestion des risques est en cours de préparation suite à deux ateliers régionaux sur la préparation aux risques et la résilience des biens africains du patrimoine mondial. Des activités de renforcement des capacités des jeunes ont été mises en œuvre et des initiatives innovantes, comme le développement de programmes scolaires sur le patrimoine dans les établissements scolaires africains, sont à l'étude.
20. Dans la région Asie-Pacifique, le Centre du patrimoine mondial a mis en œuvre des initiatives de renforcement des capacités en étroite partenariat avec des centres de catégorie 2, à savoir l'Institut de formation et de recherche sur le patrimoine mondial pour la région Asie-Pacifique en Chine (WHITR-AP) et le Centre de gestion et de formation sur le patrimoine mondial naturel pour la région Asie-Pacifique (Dehradun, Inde).
21. Les capacités des professionnels du patrimoine, assurant la gestion des biens du patrimoine mondial dans la région Asie-Pacifique, ont été renforcées à travers plusieurs activités sur un grand nombre de biens, avec la participation du Secrétariat. Par ailleurs, un certain nombre d'activités régionales ont ciblé les

priorités identifiées par le Comité concernant l'état de conservation des biens. Le cours sur les Études d'impact sur le patrimoine (EIP), par exemple, a été organisé par le WHITR-AP et l'ICCROM, en collaboration avec le Centre du patrimoine mondial, sur le site classé de la Ville historique de Vigan (Philippines) en octobre 2016, afin d'aider les États parties à mettre en œuvre les décisions du Comité en matière de EIP. La Recommandation concernant le paysage urbain historique (HUL) a été présentée lors d'ateliers nationaux (Ouzbékistan) un atelier national au Népal, début 2017, a porté sur le redressement et la reconstruction, afin d'aider les parties prenantes concernées à résoudre les problèmes consécutifs au tremblement de terre de 2015.

22. Dans la région des États arabes, des activités de renforcement des capacités ont été développées et mises en œuvre par le Centre aux niveaux régional et national, le plus souvent en coopération avec les bureaux hors-siège de l'UNESCO, le Centre régional arabe pour le patrimoine mondial (ARC-WH), les organisations consultatives et d'autres partenaires concernés. Elles ont porté sur deux thématiques principales : la sauvegarde du patrimoine culturel dans les situations de conflit (mesures d'urgence, évaluation des dommages, cartographie, etc.) et la proposition d'inscription de biens aux fins de conservation et de gestion.
23. Dans la région Europe-Amérique du Nord, les stratégies de renforcement des capacités régionales pour l'Europe centrale, de l'est et du sud-est sont testées dans le cadre d'un accord de projet entre le Centre et les autorités géorgiennes (deuxième année). L'objectif consiste à renforcer les capacités techniques et institutionnelles des autorités locales et nationales, y compris les capacités des ministères et municipalités à identifier les sites exceptionnels et à protéger les biens déjà inscrits sur la Liste du patrimoine mondial en Géorgie, de manière à assurer une planification à long terme et le renforcement des mécanismes de gestion nécessaires pour répondre aux besoins de développement et de protection durables du patrimoine. Des ateliers de renforcement des capacités ont été organisés pour les gestionnaires de sites et les parties prenantes de 30 sites du patrimoine mondial, participant à la récente initiative « Routes européennes du patrimoine mondial de l'UNESCO » financée par l'UE, sur la définition des stratégies et le développement de plans marketing et de gestion durable du tourisme.
24. Dans la région de l'Amérique latine et des Caraïbes, un programme a été approuvé dans le cadre de la mise en œuvre de la stratégie de renforcement des capacités pour l'Amérique du Sud dans le cadre du plan d'action sous-régional pour le patrimoine mondial en Amérique du Sud pour 2015-2020, en étroite collaboration avec les Organisations consultatives et le Centre Lucio Costa pour la formation à la gestion du patrimoine.
25. Les activités de renforcement des capacités dans le cadre de programmes thématiques ont été poursuivies, aux niveaux régional ou international. La troisième conférence triennale des gestionnaires de sites marins du patrimoine mondial a été organisée dans les Îles Galápagos (Équateur) en août 2016, par le programme marin du Centre, afin de renforcer les capacités sur les stratégies d'adaptation aux changements climatiques et les approches commerciales de pêche durable et de développer le partage des solutions et meilleures pratiques de gestion entre les 49 sites marins du patrimoine mondial. À cette occasion, sept sites marins du patrimoine mondial de la région du Pacifique tropical oriental ont signé un accord, la Carta de Punta Suarez, pour renforcer la coopération régionale. L'Initiative Astronomie a contribué à renforcer les capacités d'identification de sites à valeur universelle exceptionnelle potentielle, à l'occasion d'une conférence internationale à Berlin (Allemagne) en avril 2017.

Indicateur de performance 3 : propositions d'inscription

26. La Liste du patrimoine mondial compte actuellement 1052 biens dont 814 biens culturels, 203 biens naturels et 35 biens mixtes.
27. À l'occasion de sa 40^e session (Istanbul/UNESCO, 2016), le Comité a inscrit 21 biens sur la Liste du patrimoine mondial, à savoir 12 biens culturels, 6 biens naturels et 3 biens mixtes. Parmi les nouveaux biens inscrits, on compte trois paysages culturels, portant à 98 le nombre de biens reconnus comme des paysages culturels sur la Liste du patrimoine mondial, soit 9 % des biens inscrits.
28. Sur les 21 inscriptions, 3 se trouvent sur le territoire des membres actuels du Comité. 3 propositions d'inscription ont été renvoyées et 1 a été différée. 9 propositions d'inscription ont été retirées. Dans plusieurs cas, les recommandations des organisations consultatives n'ont pas été suivies :
 - 7 examens différés ont abouti à une inscription
 - 2 renvois ont abouti à une inscription
 - 1 examen différé a abouti à un renvoi
 - 1 non-inscription s'est traduite par un renvoi
 - 1 non-inscription s'est traduite par un examen différé
29. La répartition géographique des biens inscrits à l'occasion de la 40^e session du Comité du patrimoine mondial est la suivante :
 - Afrique : 1
 - États arabes : 2
 - Asie et Pacifique : 8
 - Europe et Amérique du Nord : 7
 - Amérique Latine et Caraïbes : 3
30. Antigua-et-Barbuda et la Micronésie ont obtenu une première inscription sur la Liste du patrimoine mondial.
31. En 2016, après de nombreuses discussions et réunions de consultation entre le Centre, les organisations consultatives, l'AWHF, les États parties africains et d'autres parties prenantes, comme le Centre pour le Développement du Patrimoine en Afrique (CHDA) et l'Ecole du Patrimoine Africain (EPA) et l'analyse actualisée des lacunes de la région par l'ICOMOS, le renforcement de l'identification des sites offrant une valeur universelle exceptionnelle en Afrique et de la préparation des dossiers de proposition d'inscription a été décidé. Un questionnaire a été envoyé à tous les États parties africains pour identifier tous les dossiers potentiels de proposition d'inscription, préalablement à une réunion technique de trois jours pour discuter des priorités et opportunités aux niveaux régional et national. Plus de 20 projets éventuels de proposition d'inscription ont été identifiés pour les cinq prochaines années. Un financement extrabudgétaire est nécessaire pour l'aide et l'assistance technique des États parties concernés.
32. Dans la région Asie-Pacifique, plusieurs activités de formation et de renforcement des capacités ont été organisées pour aider les États parties au niveau des propositions d'inscription avec, notamment, une réunion d'experts sur le couloir Fergana – Syrdarya des Routes de la Soie (Kyzylorda, Kazakhstan, novembre 2016), qui a réuni 45 participants du Kazakhstan, du Kirghizistan, du Tadjikistan et de l'Ouzbékistan. À cette occasion, les participants ont adopté le plan d'action de Kyzylorda, définissant les prochaines étapes en vue de la préparation du dossier

de proposition d'inscription des « Routes de la soie : le couloir Fergana – Syrdarya ».

33. Le projet extrabudgétaire « Appui à la préparation pour la nomination en série au patrimoine mondial des Routes de la Soie en Asie du Sud », financé par la République de Corée, visait à aider les États parties d'Asie du Sud à soumettre les dossiers de proposition d'inscription des Routes de la soie sur la Liste du patrimoine mondial de l'UNESCO. Il était destiné au Bhoutan, à l'Inde et au Népal, avec une collaboration étroite de la Chine. Ce projet a sensiblement renforcé les capacités des États parties concernés et permis de créer une plateforme d'échange dans le cadre de la proposition d'inscription en série au patrimoine mondial des Routes de la Soie en Asie du Sud. Les résultats du projet ont été synthétisés dans deux publications du Centre du patrimoine mondial, disponibles en ligne : le *Rapport Final sur le Projet UNESCO/Fonds-en-dépôt de la République de Corée : aide à la Préparation de la nomination en série au patrimoine mondial des Routes de la Soie en Asie du Sud* (<http://unesdoc.unesco.org/images/0024/002460/246096e.pdf>) et le *Rapport Technique Final sur les résultats du Projet UNESCO/ Fonds-en-dépôt de la République de Corée : Aide à la Préparation de la nomination en série au patrimoine mondial des Routes de la Soie en Asie du Sud, 2013-2016* (<http://discovery.ucl.ac.uk/1524854/>).
34. Le travail de développement et de mise en œuvre des activités d'assistance technique des États parties pour la préparation des dossiers de proposition d'inscription s'est poursuivi dans la région des États arabes. Des ateliers ont été organisés au Koweït (Koweït city) , au Maroc (Tanger) ou en Tunisie (Djerba). Le travail se poursuit sur les catégories sous-représentées de patrimoine dans la région, notamment celles qui sont dans un état de conservation préoccupant ou sont hautement menacées. C'est particulièrement le cas du patrimoine moderne, pour lequel une initiative est développée depuis 2012, et du patrimoine urbain avec le renforcement de l'utilisation de la Recommandation sur les paysages urbains historiques. Une action en faveur des paysages culturels est également en cours.
35. Un atelier sous-régional sur la Convention du patrimoine mondial a été organisé par la Commission nationale de Trinité-et-Tobago pour l'UNESCO à Port d'Espagne (Trinité-et-Tobago) en novembre 2016, avec l'appui et la participation du Centre et des bureaux de l'UNESCO à la Havane et Kingston. Les 80 participants ont échangé sur la Convention dans les Caraïbes, et les moyens pour encourager la coopération sous-régionale et préparer de nouvelles consultations, afin d'actualiser et d'harmoniser les listes indicatives.
36. Une initiative de renforcement des capacités a été mise en place à Grenade et Saint-Vincent-et-les Grenadines, avec l'appui financier des Pays-Bas, pour appuyer la préparation d'inventaires du patrimoine culturel et naturel afin d'actualiser, entre autres, les listes indicatives des deux États parties.
37. Une assistance internationale a été accordée aux autorités nationales du Salvador et du Paraguay pour l'organisation d'ateliers visant à actualiser les listes indicatives.
38. Le Centre a lancé son rapport « *Le patrimoine mondial de haute mer : une idée qui fait son chemin* » étudiant la manière dont le concept de patrimoine mondial pourrait s'appliquer aux merveilles des océans, qui couvrent plus de 70% de la planète. Il a été produit avec l'appui de la Khaled bin Sultan Living Oceans Foundation, l'Agence des aires marines protégées, la fondation Nekton et Jaeger-LeCoultre.

39. Le Centre a également appuyé le projet d'identification de sites marins potentiels de valeur universelle exceptionnelle dans la région arctique de l'UICN, mis en œuvre avec l'aide de la Fondation Prince Albert II de Monaco et WWF Canada. Une publication est prévue pour la mi-2017.

Indicateur de performance 4 : développement durable

40. La 20^e Assemblée générale des États parties a adopté la politique sur l'intégration d'une perspective de développement durable dans les processus de la Convention du patrimoine mondial (résolution **20 GA 13**), ci-après dénommée WH-SD, développée au cours des années écoulées.
41. Le Centre s'efforce d'intégrer le développement durable dans toutes ses activités, selon les cas, y compris les procédures statutaires, les projets opérationnels et les activités de renforcement des capacités. Plus précisément, le nouveau format de présentation des rapports périodiques (voir document WHC/17/41.COM/10A) intègre les principes de la WH-SDP et de l'Agenda 2030 qui sont inclus, de manière appropriée, dans l'ensemble du questionnaire, la liste proposée d'indicateurs de suivi et le cadre analytique.
42. L'action du Secrétariat sur la mise en œuvre de la WH-SDP est détaillée dans le document WHC/17/41.COM/5C. Seules quelques activités sont présentées ci-après.
43. Suite au plan d'actions opérationnel consécutif à la conférence internationale « La sauvegarde du patrimoine mondial africain, moteur de développement durable » organisée à Arusha en 2016 et à la Déclaration de Ngorongoro, plusieurs projets communautaires de conservation du patrimoine ont été lancés en Afrique pour des sites tels que la ville de Saint-Louis (Sénégal), le site des falaises de Bandiagara du pays Dogon (Mali) et les palais royaux d'Abomey (Bénin).
44. Le numéro de décembre 2016 de la revue du Patrimoine mondial a été consacré au patrimoine africain et au développement durable, en étudiant le patrimoine mondial africain comme un moteur de développement, au service des communautés.
45. Dans la région Asie-Pacifique, le projet d'initiatives pour le développement durable et l'implication communautaire dans la mise en œuvre de la Convention du patrimoine mondial, financé avec le fonds-en-dépôt coréen, contribue à revitaliser des artisanats lucratifs au sein des communautés locales grâce aux activités de conservation du patrimoine mondial. Trois biens du patrimoine mondial, un au Bangladesh et deux au Pakistan, ont été sélectionnés pour ces activités pilotes, qui témoignent de l'interdépendance entre conservation du patrimoine et communautés locales, dont les artisanats traditionnels et techniques de construction doivent être préservés.
46. La WH-SDP est intégrée aux activités du Secrétariat dans la région des États arabes concernant la gestion du patrimoine urbain inscrit sur la Liste du patrimoine mondial, le renforcement des capacités dans le domaine de la gestion et de la préparation des dossiers de proposition d'inscription, et aux initiatives liées aux plans de redressement après un conflit, en soutenant des approches intégrées, axées sur les individus, la planification participative et inclusive, et en favorisant la création d'emplois.
47. Un projet lancé en 2016 avec six États parties (Argentine, Bolivie, Chili, Colombie, Équateur et Pérou) vise à renforcer la structure de gestion participative de Qhapaq Ñan, réseau de routes andin, pour améliorer la gestion durable du bien transnational.

48. À un niveau plus général, à travers ses programmes thématiques, comme le programme marin et le programme sur le tourisme durable, le Secrétariat intègre le développement durable aux conseils fournis aux biens du patrimoine mondial.
49. Les activités récentes incluent le renforcement des capacités de développement de plans de gestion durable du tourisme.
50. Le Centre a également signé un nouveau partenariat avec le fonds-en-dépôt flamand pour documenter l'impact de la pêche non durable sur les sites marins du patrimoine mondial. La participation active du programme marin a permis d'obtenir un premier accord sur une Aire marine particulièrement sensible (AMPS) dans le parc naturel du récif de Tubbataha (Philippines) en avril 2016, qui devrait sensiblement améliorer la durabilité du site en évitant les accidents et collisions de navires.

Indicateur de performance 5 : conservation, priorités thématiques et sensibilisation

a) Conservation

51. Cent cinquante-six rapports sur l'état de conservation, dont 48 concernant des biens inscrits sur la Liste du patrimoine mondial en péril, ont été préparés par le Centre du patrimoine mondial avec les organisations consultatives et examinés par le Comité du patrimoine mondial, à l'occasion de sa 40^e session (Istanbul/UNESCO, 2016). Le dialogue et les échanges constants entre le Centre, les organisations consultatives et les États parties ont permis de réduire le nombre de cas qui auraient pu constituer une menace pour la valeur universelle exceptionnelle de certains biens.
52. Suite aux décisions concernant l'état de conservation des biens inscrits sur la Liste et l'inscription de biens sur la Liste du patrimoine mondial, le Comité a décidé d'inscrire huit biens sur la Liste du patrimoine mondial en péril lors de sa dernière session.
53. Dans le même temps, un bien, les monuments historiques de Mtskheta (Géorgie), a été retiré de la liste du patrimoine mondial en péril. À la lumière de ces décisions, cinquante-cinq biens sont donc actuellement inscrits sur la Liste du patrimoine mondial en péril.
54. Il convient de noter que, sur les 156 rapports sur l'état de conservation étudiés en 2016, 15 rapports ont été demandés par le Comité, principalement en raison de l'absence de plan ou système approprié de gestion, à l'occasion des précédentes sessions, au moment de l'inscription des biens concernés sur la Liste du patrimoine mondial. Cette tendance est lourde de conséquences pour la crédibilité de la liste et la charge de travail du Centre, des organisations consultatives et du Comité. À l'occasion de la 41^e session, 12 rapports de ce type seront examinés par le Comité.
55. Outre ces 156 rapports individuels sur l'état de conservation des biens du patrimoine mondial, un document soulignant les facteurs particuliers affectant la valeur universelle exceptionnelle de ces biens, abordant les problèmes mondiaux urgents de conservation (situations d'urgence dans les zones de conflit, reconstruction, changement climatique, projets de développement, gouvernance et industries extractives) et proposant des orientations sur un certain nombre de procédures statutaires a été examiné par le Comité (document WHC/16/40.COM/7). En discutant de ce point, le Comité a souligné que le processus de suivi réactif était un élément clé du travail lié à la conservation et que l'efficacité de ce processus devait désormais être évaluée. Il a également mis en avant que la Liste du patrimoine mondial en péril était souvent perçue comme une liste « dégradante » et il a décidé qu'il était temps d'inverser cette perception

négative en soulignant les bénéfices de l'inscription sur cette Liste. La décision **40 COM 7** a été diffusée auprès de tous les États parties afin de la faire traduire dans les langues nationales et de la communiquer aux parties prenantes. Le Centre du patrimoine mondial a également développé une note conceptuelle pour recueillir des fonds pour l'évaluation de l'efficacité du suivi réactif et de la perception de l'inscription sur la Liste du patrimoine mondial en péril (voir <http://whc.unesco.org/fr/xxx>).

56. Les 156 rapports ont été téléchargés sur le système d'information en ligne sur l'état de conservation du patrimoine mondial (<http://whc.unesco.org/fr/soc>), qui propose plus de 3 300 rapports sur l'état de conservation et reçoit de plus en plus d'attention avec plus de 800 000 pages vues au moment de la préparation du présent document.
57. Compte tenu du nombre important de sites inscrits sur la Liste du patrimoine mondial en péril sur le continent africain, le Fonds du patrimoine mondial Africain (FPMA) a appelé à une étude approfondie des raisons de cette situation et des menaces/problèmes soulevés dans les rapports sur l'état de conservation de ces 10 dernières années (2006-2015). L'idée est de recenser les menaces pour réfléchir à l'amélioration de l'état de conservation des biens. Les résultats de l'étude doivent être publiés à la fin-2017 par l'AWHF, après consultation du Centre et des organisations consultatives.
58. Des projets opérationnels de conservation sont en cours dans plusieurs États parties africains, comme le projet de consolidation et de protection d'urgence de l'île de Gorée au Sénégal, avec l'appui financier du gouvernement japonais. De même, le Gouvernement hongrois a contribué financièrement à la mise en œuvre d'un plan d'intervention d'urgence pour restaurer la valeur culturelle matérielle et immatérielle du Paysage culturel de Sukur (Nigeria). Le projet financé par l'Union européenne sur l'Initiative pour le Patrimoine Mondial Forestier d'Afrique Centrale (CAWHFI) a bien progressé, avec l'allocation de fonds à Lopé-Okanda (Gabon), au Trinational de la Sangha (Congo, Cameroun et République centrafricaine) et à la réserve de faune du Dja (Cameroun) afin d'améliorer la gestion de ces biens naturels.
59. Un certain nombre de projets de conservation sont en cours dans les petits États insulaires en développement (PEID). Plus précisément, une assistance internationale a été accordée au site de Rennell Est (Îles Salomon) inscrit sur la Liste du patrimoine mondial en péril pour obtenir l'état de conservation souhaité en vue du retrait de la liste du patrimoine mondial en péril et développer de nouvelles sources de revenus pour les communautés locales, à partir de la conservation de la valeur universelle exceptionnelle du bien. En 2016, le projet a soutenu la participation d'un point focal du bien du patrimoine mondial « Nan Madol : centre cérémoniel de la Micronésie orientale » à la 40^e session du Comité du patrimoine mondial, à l'occasion de l'inscription du bien sur la Liste du patrimoine mondial et la Liste du patrimoine mondial en péril.
60. Une assistance d'urgence a été accordée à la Vallée de Kathmandu (Népal) et plusieurs projets extrabudgétaires de l'UNESCO ont été développés et sont mis en œuvre pour la sauvegarde, la conservation et la réhabilitation d'urgence du site suite au tremblement de terre.
61. La conservation des biens culturels et naturels est très problématique dans un certain nombre de pays de la région arabe du fait des situations de conflits, qui ont occasionné un niveau record de dommages sur un certain nombre de sites, y compris des biens du patrimoine mondial. Dans ce contexte, le Centre joue un rôle essentiel dans l'organisation de réunions d'experts et d'ateliers techniques sur ce sujet, en coopération avec les bureaux hors-siège de l'UNESCO et d'autres

partenaires internationaux. Outre les questions financières et organisationnelles liées à ces activités, la situation politique, sécuritaire et humanitaire délicate dans les pays concernés complique le travail du Centre et de l'UNESCO en général dans le cadre de cette mission. Un certain nombre d'activités ont toutefois atteint leurs objectifs, parmi lesquelles la réunion d'experts sur la sauvegarde du patrimoine culturel libyen (mai 2016), la Réunion technique d'intervention d'urgence dans le cadre du suivi de la décision du Comité du patrimoine mondial sur l'ancienne ville de Damas (novembre 2016), la Conférence internationale de coordination sur le patrimoine culturel dans les zones libérées d'Iraq (février 2017) ou la réunion de coordination technique sur le redressement de l'ancienne ville d'Alep (mars 2017). En parallèle, le Centre du patrimoine mondial continue à mobiliser l'expertise et les ressources extrabudgétaires nécessaires pour financer des projets en Syrie, en Iraq, en Libye et au Yémen.

62. Des projets de conservation sont également en cours dans toutes les autres régions, entre autres au Guatemala, en Bolivie, Saint-Kitts-et-Nevis et en Géorgie avec l'appui de la Banque mondiale (consulter le tableau à l'Annexe I au présent document pour plus de détails).
63. L'un des principaux axes du programme marin du patrimoine mondial consiste à documenter scientifiquement l'impact du blanchissement et de la mortalité des coraux pour la valeur universelle exceptionnelle de 13 sites marins du Patrimoine, après le plus grave événement El Niño de l'histoire.
64. Le Réseau de réserves du récif de la barrière du Belize bénéficie d'un investissement constant pour obtenir l'état de conservation souhaité en vue du retrait de la liste du patrimoine mondial en péril, en définissant une protection juridique contre l'exploration pétrolière, une réglementation sur la mangrove et en mettant fin aux ventes et locations de terrains sur le bien.

b) Priorités thématiques

65. L'Initiative du Secrétariat sur le patrimoine d'intérêt religieux est un exemple d'approche thématique de la conservation du patrimoine, proposant de nouvelles formes d'actions visant à promouvoir la cohésion sociale et les interactions pacifiques entre cultures. L'atelier régional sur le patrimoine d'intérêt religieux (province de Nakorn Phnom, Thaïlande, mai 2017), organisé dans le cadre du Cycle de consultations thématiques régionales lancé par l'UNESCO en février 2016, a contribué de manière substantielle à la préparation d'un document thématique proposant des conseils généraux aux États parties sur la gestion de leur patrimoine naturel et culturel d'intérêt religieux, à la demande du Comité du patrimoine mondial.
66. Suite à la Réunion d'experts sur le critère (vi) et les valeurs associées (Varsovie, Pologne, 2012), le Comité, dans sa décision **36 COM 13.I**, note les recommandations de cette réunion et sa contribution à l'évaluation de l'intégrité des valeurs associatives ainsi que « la nécessité d'études thématiques sur certains types de sites possédant des valeurs associatives ». Un certain nombre de réunions d'experts et de réflexions ont été prévues à cet égard en 2016 et 2017. Une conférence internationale sur l'interprétation du Patrimoine mondial et les lieux de mémoire a été organisée par les autorités coréennes à Séoul (République de Corée) le 2 novembre 2016 (<http://whc.unesco.org/fr/actualites/1587>) avec plus de 100 participants, y compris des Délégations permanentes de l'UNESCO, le Centre du patrimoine mondial et des experts de l'ICOMOS et des États parties. Les défis posés par les histoires difficiles sur des sites du patrimoine mondial et les lieux de mémoire, tant au niveau national qu'à l'échelle internationale, ont été abordés dans des études de cas. L'utilisation du critère (vi) a été au cœur d'une réunion internationale d'experts

sur la Convention du patrimoine mondial et les lieux de mémoire, organisée du 7 au 9 novembre 2016 par le Rwanda, avec l'appui du Fonds pour le patrimoine mondial africain. L'atelier de trois jours a comporté des visites sur des lieux de mémoire (<http://whc.unesco.org/fr/actualites/1585/>). Une réunion sur la « valeur universelle exceptionnelle d'Auschwitz – Identité historique de l'Europe et frontières pars pro toto » a été organisée à Berlin-Wannsee par la Commission nationale polonaise, la Direction nationale polonaise du patrimoine et le musée national Auschwitz Birkenau, avec 30 experts. Deux études thématiques sont en cours de préparation, une financée par l'Allemagne sur l'utilisation du critère (vi) et l'autre financée par le fonds-en-dépôt coréen sur les lieux de mémoire et l'interprétation.

67. Le Programme marin du Patrimoine mondial a été très actif au niveau du partage des meilleures pratiques, du travail avec les gestionnaires de 49 biens marins du patrimoine mondial, de la promotion du programme et de la mise en œuvre des activités de renforcement des capacités (voir la conférence aux Galapagos dans le cadre de l'Indicateur de Performance 2 relatif au renforcement des capacités).
68. Les activités du Programme sur le Patrimoine Mondial et le tourisme durable en 2017 sont étroitement liées à l'année européenne du patrimoine culturel (voir les activités dans le cadre de l'Indicateur de Performance 4 relatif au développement durable).
69. La campagne de volontariat pour le patrimoine mondial 2016, sous le thème « Ensemble pour le patrimoine », a organisé 58 chantiers d'actions de mars à novembre 2016, sur 53 biens du patrimoine mondial et sites des listes indicatives, dans 35 pays, avec 48 organisations et institutions locales. Pour les 10 ans du programme, 52 projets d'actions ont été sélectionnés dans le cadre de la campagne de volontariat pour le patrimoine mondial 2017 « Le Patrimoine entre nos mains » qui seront mis en œuvre sur 46 biens du patrimoine mondial et sites des listes indicatives, par 47 organisations dans 32 pays. Ce programme reste efficace pour mobiliser les jeunes dans le cadre de la préservation et de la promotion du patrimoine mondial, auprès de leurs pairs et des communautés locales. La campagne de volontariat pour le patrimoine mondial 2017 inclut une dimension de prévention de l'extrémisme violent par l'emploi des jeunes en Jordanie, en Libye et au Maroc.
70. Le Forum des jeunes sur le patrimoine mondial 2016 « À la croisée des chemins du patrimoine à multiples strates » a été organisé du 29 juin au 12 juillet 2016 à Istanbul (Turquie) parallèlement à la 40^e session du Comité du patrimoine mondial. Réunissant 28 jeunes de 26 pays, il a permis aux participants de présenter les résultats de leur travail dans une déclaration lors de la cérémonie d'ouverture de la 40^e session du Comité du patrimoine mondial.
71. Le premier Forum des jeunes d'Afrique francophone sur le patrimoine mondial a été organisé du 26 avril au 5 mai 2017 au Burkina Faso, sur le site du patrimoine mondial des Ruines de Loropéni et à Gaoua, suite à un premier forum des jeunes d'Afrique anglophone sur le patrimoine mondial, organisé en 2016 sur Robben Island, en Afrique du Sud. Visant à mobiliser les jeunes dans le cadre de la promotion et de la protection du patrimoine mondial africain, le forum a servi de plateforme pour renforcer la participation des jeunes à la protection du patrimoine africain.
72. Par ailleurs, le site web du programme éducatif continue à présenter les réalisations du programme. La mise à jour du programme intitulé « Le patrimoine mondial aux mains des jeunes » et la production d'un nouvel épisode 14 de Patrimoinito sur le tourisme durable sont deux des projets immédiats qui nécessitent un financement.

c) Sensibilisation

73. Les efforts soutenus du Secrétariat pour améliorer la diffusion des informations relatives au patrimoine mondial ont également contribué à renforcer la visibilité des questions stratégiques concernant le patrimoine mondial et facilité le partage d'informations générales et de connaissances techniques avec le grand public et les parties prenantes concernées. Le site web du patrimoine mondial a été consulté par plus de 1 111 000 visiteurs par mois. Ce chiffre, qui représente 40 pour cent des visites totales sur le site web de l'UNESCO, montre l'intérêt global croissant pour les problématiques du patrimoine mondial. La base de données du site web du Centre, avec les propositions d'inscription et l'état de conservation, fait de ce site une référence mondiale sur le patrimoine. 109 000 visiteurs sont inscrits comme des utilisateurs réguliers du site web du Centre.
74. Les réseaux sociaux sont de plus en plus intégrés aux activités de communication et de mobilisation du Secrétariat, qui utilise Twitter, Facebook et Instagram pour diffuser les actualités sur le patrimoine mondial, les activités, les concours, les appels à propositions et renforcer les capacités. Ainsi, le programme marin du patrimoine mondial est actif sur les réseaux sociaux au vu de ses activités entièrement financées avec des ressources extrabudgétaires. Un concours Instagram a été lancé dans le cadre de la promotion de la publication « *Le patrimoine mondial en Europe aujourd'hui* » (<http://whc.unesco.org/fr/le-patrimoine-mondial-en-europe-aujourd'hui/>) à destination du grand public à l'issue du deuxième cycle de rapports périodiques en Europe. Ces pratiques seront développées et renforcées.
75. La lettre d'information électronique sur le patrimoine mondial et les activités du Centre a été largement diffusée. 70 000 exemplaires de la carte du patrimoine mondial 2016-2017 ont été produits, en collaboration avec le National Geographic, en anglais, français et espagnol, avec l'appui de la Pologne. Une lettre d'information annuelle est également produite par le programme marin du patrimoine mondial et diffusée au sein de la communauté de la conservation marine internationale.
76. Dans le cadre des activités de sensibilisation à la conservation, le numéro de septembre 2016 de la revue du Patrimoine mondial, préparé conjointement avec et diffusé à la conférence Habitat III de Quito (Équateur), a été consacré au patrimoine urbain.
77. À l'occasion du 10^e anniversaire du programme marin du patrimoine mondial, la publication « *The Future of the World Heritage Convention for Marine Conservation* » a été lancée et a fait le point sur ses réalisations et sur les défis à relever.

IV. PRIORITÉ GLOBALE ÉGALITÉ DES GENRES

78. La dimension de l'égalité des genres est systématiquement prise en compte dans toutes les activités du Centre du patrimoine mondial, en encourageant la participation des femmes aux ateliers de formation et aux réunions d'experts, dans le cadre de la sélection des participants (le cas échéant), etc.
79. La prise en compte de l'égalité des genres est particulièrement visible dans le cadre du programme éducatif sur le patrimoine mondial. Par exemple, plus de 50 % de filles ont participé au volontariat pour le patrimoine mondial et aux forums des jeunes sur le patrimoine mondial.
80. Deux publications du Centre sur la soumission des rapports périodiques d'Europe et d'Amérique du Nord ont souligné l'importance de l'intégration de la dimension de

genre dans la mise en œuvre de la Convention du patrimoine mondial, en proposant des données ventilées par sexe sur les parties prenantes du patrimoine mondial et en faisant référence au chapitre consacré à l'égalité des genres de la politique WH-SD.

81. Dans la région Amérique latine et Caraïbes, un projet de la ville de Cuenca (Équateur) a permis aux femmes et aux jeunes de se transmettre les techniques artisanales de préservation de l'architecture de terre. Ce projet a démontré le rôle important des femmes dans la transmission des techniques de conservation, et répondu au besoin de protéger et conserver les biens du patrimoine mondial en faisant davantage participer les communautés, notamment les femmes, à la préservation des biens d'Amérique latine et des Caraïbes.

V. SYNERGIES AVEC LES AUTRES CONVENTIONS

82. Les synergies avec les autres Conventions et programmes ont été proactivement renforcées par le Centre.
83. Le Centre s'est assuré que le groupe d'experts chargé de la révision du format de présentation des rapports périodiques, lancée par la décision **39 COM 10B.5**, adoptée à la 39^e session du Comité (Bonn, 2015), conformément au mandat approuvé par la décision **40COM 10A**, tienne compte des synergies avec les autres conventions et programmes associés à la culture et à la biodiversité et à ce que des questions pertinentes à ce sujet soient intégrées. La première version du questionnaire révisé a été soumise aux Secrétariats des conventions et programmes concernés (voir document WHC/17/41.COM/10A pour plus de détails).
84. Par ailleurs, le Centre a développé et lancé un nouveau site web (<http://whc.unesco.org/fr/synergies/>) pour mieux refléter les synergies avec les autres conventions et programmes associés à la culture et à la biodiversité.
85. Les synergies concrètes entre les différents programmes et conventions (patrimoine mondial, Convention de La Haye, Ramsar, réserves de biosphère et géoparcs mondiaux) sont également présentées sur le site web du Centre du patrimoine mondial (notamment sur le système d'information en ligne sur l'état de conservation).

a) Conventions culturelles

86. Le Groupe de liaison des conventions culturelles (GLCC), présidé par le Directeur de la Division du patrimoine et du Centre du patrimoine mondial, a continué à s'efforcer de renforcer les synergies entre les six conventions culturelles. Le GLCC s'est réuni pour revoir les méthodes de travail, organiser les réunions statutaires et coordonner le financement et la mobilisation des ressources.
87. Suite à une première réunion organisée à l'occasion de la 39^e session en 2015, les présidents des six conventions culturelles de l'UNESCO se sont réunis une deuxième fois en septembre 2016 (Convention de 1954 pour la protection des biens culturels en cas de conflit armé avec ses deux protocoles de 1954 et de 1999 ; Convention de 1970 concernant les mesures à prendre pour interdire et empêcher l'importation, l'exportation et le transfert de propriété illicites des biens culturels ; Convention de 1972 concernant la protection du patrimoine mondial, culturel et naturel ; Convention de 2001 sur la protection du patrimoine culturel subaquatique ; Convention de 2003 pour la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel et Convention de 2005 sur la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles). La réunion s'est concentrée sur deux sujets principaux : la sauvegarde du patrimoine et de la diversité culturels en période de

conflit et le rôle des conventions dans le Programme de développement durable à l'horizon 2030. Cette réunion, organisée alors que le patrimoine culturel subissait des destructions record, a permis de rappeler la contribution unique de la culture à la paix et au développement durable. Elle a contribué à démontrer comment chacune des conventions culturelles de l'UNESCO aident directement les États membres à mettre en œuvre le programme à l'horizon 2030.

88. Par ailleurs, à l'occasion de sa 39^e session en 2015, le Comité du patrimoine mondial a salué les « réflexions sur l'interaction entre la Convention du patrimoine mondial et la Convention de La Haye de 1954 et son Deuxième protocole (1999) ». Il a étudié la proposition de révision du format de proposition d'inscription au patrimoine mondial et décidé d'examiner les possibilités de développement de synergies concrètes et de coordination des mécanismes d'établissement des rapports entre la Convention du patrimoine mondial et le Deuxième protocole de la Convention de La Haye (1954) à l'occasion de la révision du format de présentation des rapports périodiques, examinée à l'occasion de la 41^e session du Comité en 2017. Conformément à cette décision, le Centre a intégré plusieurs questions sur la Convention de 1954 et le deuxième protocole dans les sections I et II du nouveau format de présentation des rapports périodiques. Le document WHC/17/41.COM/10A présente le format révisé et des détails sur le processus, y compris sur les synergies avec le deuxième protocole de la Convention de 1954 et les autres instruments pertinents.
89. À cet égard, il convient de noter qu'à l'occasion de sa 11^e réunion en décembre 2016, le Comité pour la protection des biens culturels en cas de conflit armé a parallèlement étudié un projet revu de modification du format de proposition d'inscription au patrimoine mondial, proposé par la Belgique, et demandé au Secrétariat d'en informer le Comité du patrimoine mondial. Compte tenu de la décision qu'il a adoptée à l'occasion de sa 39^e session, sur la question du renforcement des synergies avec la Convention de 1954 et le deuxième protocole dans le format de présentation des rapports périodiques, le Comité peut, s'il le souhaite, discuter du projet proposé à l'occasion de la prochaine révision des *Orientations devant guider la mise en œuvre de la Convention du patrimoine mondial* à sa 43^e session en 2019. Il est rappelé, à cet égard, qu'il est recommandé que les *Orientations* soient être revues tous les 4 ans, et que la dernière révision importante a été a eu lieu en 2015, à l'occasion de la 39^e session du Comité. L'ordre du jour de la 41^e session inclut, à titre exceptionnel, la révision de deux points des *Orientations* explicitement signalés par le Comité à l'occasion de sa 40^e session (à savoir le paragraphe 68 sur les listes indicatives, reporté par le Comité lui-même, et le chapitre V sur les rapports périodiques et son annexe, parallèlement à l'adoption du nouveau format de présentation des rapports périodiques).
90. Comme tous les Secrétariats des conventions culturelles, le Centre est toujours assisté par l'Unité des Services communs des conventions (CCS) intégrée, depuis juillet 2014, au Secteur de la culture, sous la supervision de la Directrice de la Division du patrimoine, en sa qualité de président du GLCC.
91. CCS propose des ressources partagées pour répondre aux besoins communs dans un certain nombre de domaines comme a) la gestion de la logistique des réunions statutaires, en coopération avec les équipes du pays hôte, et le traitement des lettres statutaires pour le compte des Secrétariats des Conventions, l'organisation des voyages, la coordination des traductions, la gestion de la logistique des événements parallèles avec le pays hôte ; b) la coordination avec les centres de catégorie 2 ; c) la communication, en ciblant particulièrement la campagne #Unite4heritage, avec des initiatives sur le web et les réseaux sociaux ; la préparation de la revue trimestrielle du Patrimoine mondial ; d) les réponses aux

demandes d'utilisation de l'emblème du patrimoine mondial (voir l'annexe 4 au présent document) et e) les partenariats avec le secteur privé (voir l'annexe 5 au présent document).

92. Une évaluation par le Service d'Evaluation et d'audits de l'UNESCO (IOS) a été menée entre Avril et Juin 2017 afin d'évaluer la réalisation des objectifs, la charge de travail et le fonctionnement de l'Unité et de voir dans quelle mesure l'objectif initial a été atteint. L'évaluation devrait fournir des commentaires nécessaires à cet égard et des recommandations pour l'avenir.

b) Conventions associées à la biodiversité

93. Depuis la 40^e session du Comité du patrimoine mondial (Istanbul/UNESCO, 2016), le Centre a continué à collaborer de manière soutenue avec les autres conventions et programmes internationaux associés à la biodiversité, y compris dans le cadre du Groupe de liaison sur la biodiversité (GLB) (<http://whc.unesco.org/fr/partenaires/271/>).
94. Le Centre s'est fait représenter par le Secrétariat du Programme sur l'homme et la biosphère à l'occasion de la 11^e réunion du Groupe de liaison sur la biodiversité - GLB le 23 août 2016 (Secrétariat de la CMS, Bonn, Allemagne), qui est revenue sur les réunions récentes et à venir dans le cadre des conventions (CITES-COP17 en septembre/octobre 2016, CDB-COP13 en décembre 2016) et sur les questions stratégiquement importantes pour les membres du GLB (<https://www.cbd.int/blg/>). Le 25 janvier 2017, les membres du GLB ont discuté, par visioconférence, d'un certain nombre de décisions adoptées par la 13^e réunion de la Conférence des parties à la Convention sur la diversité biologique (CDB COP13), concernant toutes les conventions associées à la biodiversité, comme le renforcement des synergies (XIII/24), le mécanisme de financement (XIII/21), la mise en œuvre du Plan stratégique 2011-2020 pour la diversité biologique (XIII/1 et XIII/3), les rapports nationaux et l'interopérabilité des systèmes de rapport et de gestion des informations (XIII/27) ainsi que la stratégie de communication (XIII/22). La décision XIII/24B de la CDB COP13, invitant les Parties à identifier des options pour accroître les synergies aux niveaux local et régional, notamment en ce qui concerne les sites ayant des désignations internationales multiples, est particulièrement importante pour la Convention du patrimoine mondial. Par ailleurs, la Commission baleinière internationale (CBI) a rejoint le GLB.
95. Les chargés de communication des Secrétariats auprès du GLB coordonnent les activités de communication conjointes au moyen de téléconférences régulières. Dans ce contexte, le Centre a soutenu la Convention de Ramsar sur les zones humides en participant à la Journée mondiale des zones humides 2017 sur le thème « Les zones humides pour réduire les risques de catastrophe » le 2 février 2017 (<http://whc.unesco.org/fr/actualites/1622/>). Pour lutter contre l'escalade de la crise déjà grave du braconnage et le trafic illicite d'espèces sauvages et de leurs produits, qui est l'une des préoccupations du Comité (voir les paragraphes 9 et 10 de la décision **40 COM 7**), le Centre du patrimoine mondial a travaillé en partenariat avec le Secrétariat de la CITES pour fêter la journée mondiale de la nature (<http://wildlifeday.org/>) le 3 mars dernier, avec des communiqués, des posts sur les réseaux sociaux et un message de la Directrice générale de l'UNESCO (<http://whc.unesco.org/fr/actualites/1633/>). De plus amples informations sur cette question sont également disponibles dans le Document *WHC-17/41.COM/7*.
96. Le Centre participe également à un projet conjoint avec le Secrétariat de la Convention de Ramsar, financé par le programme InforMEA du PNUE et le partenariat Ramsar pour la culture et les zones humides soutenu par la fondation MAVA, consistant à présenter les réussites montrant comment les valeurs culturelles et la participation communautaire contribuent à la conservation des

sites Ramsar et du patrimoine mondial. Le rapport du projet doit être finalisé en 2017.

97. Initié à l'occasion du Congrès mondial de la nature 2012 de l'UICN organisé à Jeju (République de Corée), le guide intitulé « *Gérer les SDIM : harmoniser la gestion des sites à désignations internationales multiples : sites Ramsar, sites du patrimoine mondial, réserves de biosphère et géoparcs mondiaux de l'UNESCO* » a été lancé à l'occasion du Congrès mondial de la nature 2016 de l'UICN à Hawaï (États-Unis d'Amérique) (voir <http://whc.unesco.org/fr/actualites/1550/>). L'UNESCO a été bien représentée à cette conférence, y compris par sa Directrice générale (<http://whc.unesco.org/fr/actualites/1549/>) et la Directrice du Centre du patrimoine mondial. Dans le cadre du Parcours patrimoine mondial et du Parcours nature-culture, plus de 50 manifestations ont été organisées, qui se sont conclues par un appel à l'engagement « MalamaHonua – Prenez soin de la Terre », reconnaissant l'importance de la Convention du patrimoine mondial dans la définition de normes mondiales d'approches intégrées de protection et de gestion du patrimoine naturel et culturel (<http://whc.unesco.org/fr/actualites/1563/>). Pendant ce congrès, la Directrice du Centre du patrimoine mondial a rencontré les Secrétaires de la CDB, de la CITES et de la Convention de Ramsar sur les zones humides, le Directeur exécutif du PNUE, la Rapporteuse spéciale de l'ONU sur les droits des peuples autochtones et de nombreux gestionnaires de sites du patrimoine mondial. Le numéro 79 de la Revue du Patrimoine mondial - *La planète à la croisée des chemins*, mettant en avant le lien entre patrimoine naturel et culturel, a été préparé conjointement avec le Congrès mondial de la nature de l'UICN et diffusé à cette occasion. Ce numéro inclut un message conjoint de tous les secrétaires des conventions associées à la biodiversité (<http://whc.unesco.org/fr/revue/79/>).
98. Mis en place par la Directrice générale de l'UNESCO en 2008 (DG/Note/08/01), le Comité d'orientation (groupe de liaison technique), composé des deux Sous-Directeurs généraux pour la culture et les sciences exactes et naturelles, ainsi que de la Directrice du Centre et du Directeur de la Division des sciences écologiques et des sciences de la terre, vise à renforcer la coordination avec le Secteur des sciences naturelles et à améliorer les synergies et la coopération entre les sites désignés par l'UNESCO (biens du patrimoine mondial, réserves de biosphère et géoparcs).
99. Le groupe de liaison technique s'est réuni deux fois depuis la dernière session du Comité du patrimoine mondial en 2016 : le 22 juillet 2016 pour préparer le congrès de l'UICN et coordonner les informations fournies aux réunions du GLB, et le 20 décembre 2016 pour discuter d'un certain nombre de questions comme son mandat, les résultats de la publication SDIM et la question du marquage des désignations soulevée à l'occasion de la 200^e session du Conseil exécutif (doc 200 EX/5 Part I(G)). Il a été rappelé que même si les trois désignations disposent déjà d'une stratégie ou d'un document concernant l'utilisation du logo/de la marque suivant des orientations strictes définies par leur organe directeur, une approche commune devait être adoptée pour les sites à désignations multiples pour assurer une bonne indication des valeurs de l'UNESCO sur le site et de la/des valeur(s) de la/des autre(s) désignation(s), le public ne connaissant pas les critères des réserves de biosphère, d'un bien du patrimoine mondial ou d'un géoparc mondial de l'UNESCO ni les différences entre ces désignations (sites, valeurs, concepts de gestion). Le groupe a rappelé que les liens devaient être renforcés entre les trois désignations et que la révision des rapports périodiques sur le patrimoine mondial était, de ce point de vue, très positive.

VI. SUIVI DES DÉCISIONS GÉNÉRALES DU COMITÉ LORS DE LA 40^{ème} COM

100. Le Secrétariat a pris des mesures pour mettre en œuvre plusieurs décisions adoptées à la 40^{ème} session du Comité, afin de contribuer à une prise de décision plus éclairée, de renforcer la durabilité du Fonds et la participation inclusive des États parties à la Convention à la réflexion sur certains sujets. Les activités du Secrétariat étant rapportées dans d'autres documents de travail du Comité, le présent document n'y fait que brièvement allusion. Il convient de souligner les délais très serrés de mise en œuvre des décisions, pour le Secrétariat comme pour les États parties, alors qu'elles ont été adoptées à la réunion de la 40^{ème} session en octobre. Elles concernaient plus précisément la préparation et le lancement d'une consultation en ligne sur le processus en amont, une consultation en ligne sur le versement d'une contribution annuelle volontaire par les biens du patrimoine mondial et une cartographie des services de conseils des autres conventions et programmes. Lancées par le Secrétariat, certaines activités sont terminées au moment de la préparation du présent document alors que d'autres sont toujours en cours. Le délai de l'une des études (sur les contributions annuelles volontaires) a été prolongé pour permettre aux États parties de consulter les administrations locales en charge de la gestion des biens du patrimoine mondial. Des informations complémentaires sur les résultats de ces activités peuvent être consultées dans les documents de travail WHC/17/41.COM/9A (processus en amont) et WHC/17/41.COM/14 (contribution volontaire et cartographie), ainsi que dans les documents d'information WHC/17/41.COM/14 INF.1 et INF.2.

VII. PROJET DE DECISION

Projet de décision : 41 COM 5A

Le Comité du patrimoine mondial,

1. *Ayant examiné le document WHC/17/41.COM/5A,*
2. *Rappelant la décision **40 COM 5A** adoptée à sa 40^e session (Istanbul/UNESCO, 2016),*
3. *Prend note avec satisfaction des activités menées à bien par le Centre du patrimoine mondial au cours de l'année écoulée pour atteindre le résultat escompté, à savoir l' « identification, la protection, le suivi et la gestion durable du patrimoine matériel par les États membres, notamment par la mise en œuvre effective de la Convention de 1972 », et les cinq objectifs stratégiques, tels que présentés dans le document WHC/17/41.COM/5A,*
4. *Note les résultats des réunions d'experts sur le critère (vi), les sites de mémoire et leur interprétation, remercie les autorités de Corée, de Pologne et du Rwanda pour l'organisation des réunions d'experts et salue le soutien financier des études thématiques sur ces questions par les autorités allemandes et coréennes,*
5. *Salue le rôle proactif du Centre du patrimoine mondial pour renforcer les synergies entre les conventions et programmes associés à la culture et à la biodiversité avec, notamment, l'intégration de ces aspects dans le nouveau format de présentation des rapports périodiques et le lancement d'une page web dédiée sur le site web du Centre,*
6. *Invite les États parties à soutenir les activités réalisées par le Centre du patrimoine mondial pour la mise en œuvre de la Convention,*
7. *Demande au Centre du patrimoine mondial de présenter à sa 42^e session un rapport sur ses activités.*

ANNEXE 1 : RAPPORT SUR LES RESULTATS DES ACTIVITES ENTREPRISES PAR LE CENTRE DU PATRIMOINE MONDIAL POUR ATTEINDRE LES 5 C (COUVRANT LA PERIODE DE JUILLET 2016 A JUIN 2017)

Consulter les documents suivants : « Convention du patrimoine mondial et développement durable » (WHC/17/41.COM/5C), « Suivi de la Stratégie du patrimoine mondial pour le renforcement des capacités et rapport d'avancement sur les centres de Catégorie 2 du patrimoine mondial » (WHC/17/41.COM/6). Consulter également les Documents « Rapport d'avancement sur la réflexion sur les rapports périodiques (2015-2017) » et lancement du troisième cycle (WHC/17/41.COM/10A) et « Suivi du deuxième cycle de l'exercice de soumission des rapports périodiques dans toutes les régions » (WHC/17/41.COM/10B).

Abréviations : Organisations consultatives (AB), Afrique (AFR), Asie et Pacifique (APA), États arabes (ARB), Europe et Amérique du Nord (EUR), monde (GLO), Amérique latine et Caraïbes (LAC), Centre du patrimoine mondial (WHC).

1C Activités pour rendre la Liste du patrimoine mondial plus représentative, équilibrée et crédible (Crédibilité)

RÉ-GION	ACTIVITÉS	DÉCISION	RÉSULTATS obtenus et DIFFICULTÉS rencontrées
GLO	Appui technique aux États parties dans le cadre de l'Inventaire rétrospectif : rédaction des Déclarations de valeur universelle exceptionnelle et clarification des limites présentée à la 41 ^e session du Comité du patrimoine mondial.	40 COM 8D 40 COM 8E	Adoption des Déclarations rétrospectives de valeur universelle exceptionnelle et clarification des limites des biens.
GLO	Assistance aux États parties lors du processus de proposition d'inscription (liste non exhaustive) : - Préparation du dossier de proposition d'inscription de Mbanza-Kongo (Angola) par l'intermédiaire du fonds-en-dépôt au profit du donateur ; organisation de la 3^e table ronde internationale (novembre 2016). - Réunions entre le WHC, les organisations consultatives et les représentants des EP pour préparer une nouvelle proposition d'inscription pour le Paysage culturel barotse (Zambie) dans le cadre du processus en amont (juillet et décembre 2016). - Téléconférences entre le WHC, l'ICOMOS, FU/NAI et les représentants des EP pour préparer une nouvelle proposition d'inscription pour le Paysage culturel de ThimlichOhinga (Kenya) dans le cadre du processus en amont (2 décembre 2016 et 23 janvier 2017). - Soutien pour la revue de l'ébauche de liste indicative du Soudan du Sud à travers des réunions Skype avec le WHC et les AB, FU/NAI et représentants des EP (30 septembre 2016). - Lancement du programme de propositions d'inscription en Afrique par le Centre pour le développement du patrimoine en Afrique (CHDA) et l'Ecole du patrimoine africain (EPA) et organisation de 2 ateliers sur le processus en amont des listes indicatives au Togo (décembre 2016) et au Kenya (janvier 2017). - Lancement de l'assistance préparatoire à l'élaboration d'un dossier de proposition	Stratégie globale Décisions du Comité du patrimoine mondial dans le cadre des documents 8B, 9, 9A, 9C, 10B, 12	Meilleure compréhension du mécanisme et du calendrier de la proposition d'inscription. Identification de nouveaux sites pour une Liste du patrimoine mondial représentative et équilibrée. Implication des communautés locales dans la procédure de proposition d'inscription. Achèvement des dossiers de proposition d'inscription, y compris pour les biens en série transnationaux. Renforcement de la concertation et d'une approche commune des États membres sur la gestion et la sauvegarde de leur patrimoine. Soutien des États parties en amont avec un appui et des conseils techniques. Renforcement de la capacité locale concernant les inscriptions sur la Liste du patrimoine mondial. Discussion des principaux défis à relever pour les projets de proposition d'inscription tels que la gestion

	d'inscription pour les sites de la route de l'esclave au Bénin pour proposer l'inscription du bien sur la Liste du patrimoine mondial (20 octobre 2016-15 décembre 2017). • Réunion d'experts pour les routes de la soie Fergana-Syrdarya pour faire avancer la proposition d'inscription transnationale et en série des Routes de la soie : le couloir Fergana-Syrdarya, à Kyzylorda (Kazakhstan) (du 13 au 15 novembre 2016). • Poursuite du projet d'assistance préparatoire pour les propositions d'inscription des Routes de la soie d'Asie du Sud et l'actualisation des Listes indicatives nationales des Routes de la soie, financé par le Fonds-en-dépôt coréen (assistance accordée au Bhoutan, à l'Inde et au Népal), en étroite collaboration avec la Chine. (Le projet des routes de la soie en Asie du Sud était opérationnellement terminé en septembre 2016). • Poursuite du projet d'assistance internationale (Phase II) pour la préparation des dossiers de proposition d'inscription en série des mosquées de pierre de corail (Male HukuruMiskiy) (Maldives). • Ateliers sur la conservation du patrimoine urbain de la ville de Tanger en vue d'une proposition d'inscription éventuelle sur la Liste du patrimoine mondial, à Tanger (Maroc) (les 13 et 14 février 2016, du 22 au 24 novembre 2016). • Atelier sur le projet de proposition d'inscription du patrimoine de l'île de Djerba (Tunisie) sur la Liste du patrimoine mondial en coopération avec l'ALECSO à Djerba (du 15 au 17 avril 2017). • Mission d'experts et deux ateliers sur la préparation du dossier de proposition d'inscription pour l'île de Failaka (Koweït) (du 12 au 18 mars 2017). • Soutien de l'Agence nationale pour la préservation du patrimoine culturel de Géorgie (PIAG) pour revoir la Liste indicative et identifier le patrimoine dans le cadre du troisième projet de développement régional financé par la Banque mondiale, accord UNESCO/Géorgie. • Soutien des autorités nationales du Salvador dans le cadre de l'assistance préparatoire à la mise à jour de la Liste indicative. • Soutien du Paraguay dans le cadre de l'assistance préparatoire à la mise à jour de la Liste indicative des futures propositions d'inscription sur la Liste du patrimoine mondial. L'organisation des ateliers a bénéficié d'une assistance internationale. http://whc.unesco.org/fr/assistanceint/2715/		durable d'un bien urbain. Adoption de plans d'actions pour faire avancer le processus de candidature. Conseils sur la délimitation des biens et des zones tampons. Mobilisation de la plupart des États parties africains dans la procédure de proposition d'inscription.
GLO	Développement et lancement du rapport UICN/UNESCO « Le patrimoine mondial en haute mer : une idée qui fait son chemin », explorant les différentes manières permettant d'appliquer un jour la Convention pour la protection du patrimoine mondial aux merveilles de cette zone qui recouvre plus de la moitié de la planète. Avec l'appui de la Khaled bin Sultan Living Oceans Foundation, l'Agence des aires marines protégées, Nekton et Jaeger-LeCoultre. http://whc.unesco.org/fr/highseas/	Stratégie globale 29 COM 5B 18 GA 8	Étude du potentiel d'application du concept de valeur universelle exceptionnelle aux aires marines en dehors des juridictions nationales.

GLO	Mise en œuvre de l'initiative thématique « Astronomie et patrimoine mondial » : - Mise en œuvre de l'initiative confiée par le WHC à l'Union astronomique internationale (UAI) en 2016/2017, à la demande du Comité ; - Événement de l'UAI « World Heritage and Astronomy: modern and traditional interpretations illustrated through the case of Hawaiian observatories » au Congrès mondial de la nature de 2016, pour étudier les valeurs patrimoniales de l'astronomie du point de vue moderne et autochtone (https://portals.iucn.org/congress/session/10373); - Revue par l'ICOMOS du deuxième volume de l'étude thématique UAI/ICOMOS sur le patrimoine et l'astronomie ; - Réunion d'experts WHC/UAI/ICOMOS sur les sites astronomiques potentiels, avec l'appui de la Délégation permanente du Chili (UNESCO, mars 2017) ; - Identification par le WHC d'une organisation partenaire sur l'étude du patrimoine technologique lié à l'exploration spatiale, dans le cadre des activités de suivi du patrimoine technologique spatial ; - Atelier international « World Heritage Potential of Testimonies to Aviation and Aerospace » organisé conjointement par l'ICOMOS Allemagne, le Comité scientifique international sur le patrimoine du 20e siècle – TICCIH Allemagne, la Commission nationale allemande pour l'UNESCO et Deutsches Zentrum für Luft- und Raumfahrt, en coopération avec Deutsches Technikmuseum (Berlin, Allemagne, avril 2017).	Stratégie globale 40 COM 5D	Renforcement des capacités d'identification des sites scientifiques et technologiques. Échange d'expertise et de meilleures pratiques entre experts et universitaires. Renforcement des partenariats avec des institutions scientifiques.
GLO	Conférence internationale sur l'interprétation du patrimoine mondial et des lieux de mémoire, organisée par les autorités coréennes, avec plus d'une centaine de participants des Délégations permanentes auprès de l'UNESCO, du WHC et des experts de l'ICOMOS et des États parties à Séoul (République de Corée) (le 2 novembre 2016). http://whc.unesco.org/fr/actualites/1587/		Recherche de solutions pour faire face à l'histoire difficile de certains sites du patrimoine mondial et lieux de mémoire au moyen d'études de cas internes et au niveau international.
AFR	Atelier national sur la valeur universelle exceptionnelle du patrimoine mondial et les lieux de mémoire à Kigali (Rwanda), organisé par la Commission Nationale de Lutte contre le Génocide avec l'appui du Fonds pour le patrimoine mondial africain (AWHF) et la participation du DIR/HER et de représentants des AB et des autorités nationales (du 7 au 9 novembre 2016).		Formulation de recommandations sur les propositions d'inscription futures du Rwanda sur la Liste du patrimoine mondial. Discussions sur l'utilisation du critère (vi).
AFR	Organisation d'un atelier régional de lancement de l'Initiative pour le Patrimoine Mondial Forestier d'Afrique Centrale (CAWHFI) avec 40 experts du centre de l'Afrique (Congo, Cameroun, Gabon et République centrafricaine) à Yaoundé (Cameroun) en juin 2016.	Stratégie globale	Identification des actions prioritaires et fourniture d'un appui technique et financier aux pays bénéficiaires afin d'améliorer la conservation des sites naturels d'Afrique centrale. Renforcement des capacités de conservation dans la région et discussions sur les sites naturels potentiels à inscrire.
EUR	Projet pilote en amont « Patrimoine naturel et culturel de la région d'Ohrid » (Albanie et ex-République yougoslave de Macédoine) doté d'un fonds de 2,4 millions de dollars EU (co-	Processus en amont	Appui des autorités nationales en amont pour l'extension du bien mixte du « Patrimoine naturel et

	financement UE et albanais pour un projet de 3 ans), démarré en 2014 pour une fin prévue en 2017. Appui technique du WHC et des AB pour étendre le bien mixte du « Patrimoine naturel et culturel de la région d'Ohrid » à la partie albanaise du lac Ohrid : • Organisation de deux réunions du groupe transfrontalier pour faire le point sur l'état de mise en œuvre du projet, renforcer les synergies et l'harmonisation entre les plans de gestion du bien du patrimoine mondial et l'extension proposée, partager les informations et coordonner les activités de consultation dans le cadre de l'évaluation environnementale stratégique (EES) transfrontalière dans les deux pays ; • Plusieurs activités de renforcement des capacités sous forme de cours et de formations thématiques sur la gestion collaborative et l'écosystème, l'entrepreneuriat durable et une approche centrée sur les habitants de la région du lac Ohrid ; • Préparation d'un plan local de gestion des déchets pour résoudre l'un des principaux problèmes de préservation de la nature sur site. Dans ce cadre, préparation de l'évaluation environnementale stratégique (EES) nécessaire pour étudier l'impact des activités prévues ; • Soutien des activités de sensibilisation à la gestion et à la réduction des déchets urbains des ONG ; • Sensibilisation des collectivités locales et des autorités nationales aux avantages apportés par la Convention du patrimoine mondial et à leurs obligations en découlant. Activités prévues jusqu'en 2017 : http://whc.unesco.org/fr/region-du-lac-Ohrid/	35 COM 12 38 COM 7B.58	culturel de la région d'Ohrid ». Identification d'opportunités de développement durable dans le projet de stratégie de développement durable. Renforcement des capacités locales et nationales de gestion intégrée du site des différentes institutions. Harmonisation du plan de gestion intégrée des deux pays. Sensibilisation à la gestion et à la réduction des déchets aux niveaux local et régional en informant le public.
EUR	Organisation d'une réunion d'experts sur la « valeur universelle exceptionnelle d'Auschwitz – Identité historique de l'Europe et frontières » à Berlin-Wannsee par la Commission nationale polonaise, la Direction nationale polonaise du patrimoine et le musée national Auschwitz Birkenau, avec 30 experts.		Conclusions sur la gestion et la recherche liés à d'autres sites similaires. Ultérieurement, proposition d'une étude thématique sur l'utilisation du critère (vi) financée par l'Allemagne.
LAC	Organisation par la Commission nationale de Trinité-et-Tobago pour l'UNESCO d'un atelier sous-régional sur la Convention du patrimoine mondial à Port d'Espagne (Trinité-et-Tobago), avec l'appui et la participation du WHC et des bureaux de l'UNESCO à la Havane et Kingston (novembre 2016).		Les 80 participants ont échangé sur plusieurs thèmes importants en lien avec la Convention du patrimoine mondial aux Caraïbes, pour encourager la coopération sous-régionale et préparer de nouvelles consultations, afin d'actualiser et d'harmoniser les listes indicatives.

2C Activités pour assurer la conservation effective des biens du patrimoine mondial (Conservation)			
RÉGION	ACTIVITÉS	DÉCISION	RÉSULTATS obtenus et DIFFICULTÉS rencontrées
GLO	Soutien au développement de plans de gestion des biens du patrimoine mondial dans toutes les régions.	38 COM 7B 38 COM 7A	Mise à jour et finalisation des plans de gestion.
GLO	Mise à jour régulière du Système d'information sur l'état de conservation (http://whc.unesco.org/fr/soc), avec tous les rapports sur l'état de conservation examinés par le Comité à l'occasion de sa 40 ^e session, les rapports de mission, les rapports des États parties (complets ou résumés) afin d'améliorer le système de gestion des connaissances. Développement d'une activité pour mettre en ligne l'ensemble des rapports de mission de conseil et de suivi réactif depuis 1979.	37 COM 7C	825 000 consultations jusqu'en avril 2017 (sources : GoogleAnalytics)
GLO	Missions de suivi réactif conformément aux décisions prises par le Comité : - Sundarbans	40 COM 7B 40 COM 7A	Analyse détaillée de l'état de conservation du bien, avec des recommandations. Soutien à la mise en œuvre des recommandations par l'État partie.
GLO	Appui et facilitation pour le dossier de candidature d'Aire marine particulièrement sensible (AMPS) du Parc national du Banc d'Arguin (Mauritanie) et du Parc naturel des récifs de Tubbataha (Philippines) à l'occasion de réunions de l'Organisation maritime internationale (OMI).	31 COM 7B 38 COM 7B.62 40 COM 7B.85	Accord de principe de l'OMI à la désignation du Parc naturel des récifs de Tubbataha comme AMPS. Présentation des détails sur l'intention du gouvernement mauritanien d'obtenir le statut d'AMPS pour le Parc national du Banc d'Arguin et ses eaux maritimes à l'occasion d'un événement spécial au siège de l'OMI. http://whc.unesco.org/fr/actualites/1486/
GLO	Nouveau partenariat avec le fonds-en-dépôt flamand pour mettre en lumière l'impact de la pêche non durable sur la valeur universelle exceptionnelle des sites marins du patrimoine mondial. whc.unesco.org/fr/actualites/1467/	29 COM 5.1	En cours

GLO	Atelier régional sur le patrimoine d'intérêt religieux (province de Nakorn Phnom, Thaïlande) dans le cadre du Cycle de consultations thématiques régionales lancé par l'UNESCO en février 2016 (mai 2017). http://whc.unesco.org/fr/actualites/1474/	35 COM 5A 36 COM 5A.1 37 COM 5A 40 COM 5D	Contribution au développement du document thématique proposant des conseils sur la gestion du patrimoine d'intérêt religieux, suite à la décision du Comité du patrimoine mondial. Renforcement du réseau d'experts et de la coopération interinstitutions des Nations Unies.
GLO	Appui à la Commission culturelle de l'ONG Cités et Gouvernements Locaux Unis (CGLU) à l'occasion de son 5 ^e Congrès à Bogota (du 12 au 15 octobre 2016).		Renforcement de la coopération entre l'UNESCO/WHC et CGLU sur le rôle de la culture dans le développement urbain durable et dans le domaine de la conservation du patrimoine urbain en vue, notamment, du 2 ^e Sommet Culture de CGLU organisé dans la province autonome spéciale de Jeju (République de Corée) du 10 au 13 mai 2017.
GLO	Contribution à l'élaboration et à la présentation du Rapport mondial sur la culture pour le développement urbain durable, pour la conférence Habitat III de Quito (du 17 au 21 octobre 2016).		La Convention du patrimoine mondial a été un outil essentiel pour préparer le rapport, concernant notamment la conservation et la gestion du patrimoine urbain inscrit sur la Liste du patrimoine mondial. Le Rapport mondial définit la marche à suivre pour protéger et gérer le patrimoine urbain sous toutes ses formes, identifié par l'UNESCO au cours des vingt prochaines années, dans le cadre de la mise en oeuvre du Nouvel agenda urbain adopté à l'occasion d'Habitat III.
GLO	Activités de suivi du second cycle de l'exercice de soumission des rapports périodiques pour toutes les régions et réflexion générale sur les rapports périodiques. (Détails complémentaires dans le Doc 10B)	40 COM 10B	Suivi des plans d'actions régionaux.
GLO	Préparation de la publication « <i>Gérer les SDIM : harmoniser la gestion des sites à désignations internationales multiples : sites Ramsar, sites du patrimoine mondial, réserves de biosphère et géoparcs mondiaux de l'UNESCO</i> » par l'UICN en coopération avec l'UNESCO et le Secrétariat de la Convention de Ramsar, et lancement à l'occasion du Congrès mondial de la nature de 2016.		Résultat escompté : renforcement de la coopération entre les acteurs des sites à désignation internationale, avec des conseils sur la gestion intégrée des sites à désignations multiples. http://whc.unesco.org/fr/actualites/1550/
GLO	Activités de conservation menées à bien dans toutes les régions (liste non exhaustive) : • Missions de suivi réactif menées conformément aux décisions prises par le Comité. • Mission d'assistance technique de Bamako par le WHC/l'ICOMOS pour aider le Mali à développer des mesures correctives et à obtenir l'état de conservation souhaité en vue du retrait de Tombouctou et du tombeau des Askia de la Liste du patrimoine mondial en péril.	Décisions du Comité du patrimoine mondial dans le cadre des documents	Amélioration de l'état de conservation des biens du patrimoine mondial. Renforcement des capacités de conservation, de protection et de gestion du patrimoine, y compris de gestion des risques de catastrophe, et développement

• Mission de conseil du WHC/ICOMOS pour aider le gouvernement mauricien à mettre en œuvre la décision du Comité concernant le paysage culturel du Morne (novembre 2016). Lancement d'un plan de développement économique local pour le bien du patrimoine mondial d'Aapravasi Ghat avec des actions visant à prévenir la démolition de bâtiments historiques dans la zone tampon et à mettre en place des mécanismes de gestion intégrée du site. • Lancement du projet de consolidation et de protection d'urgence du site de patrimoine mondial de l'Île de Gorée (Sénégal) financé par le Japon. • Projet de renforcement du mur côtier du fort de Gereza sur le site du patrimoine mondial de Kilwa Kisiwani (République-Unie de Tanzanie). • Mise en œuvre d'un plan d'intervention d'urgence pour restaurer la valeur culturelle matérielle et immatérielle du paysage culturel de Sukur, financé par la Hongrie. • Soutien à l'obtention de l'état de conservation souhaité de Rennell Est en vue du retrait de la Liste du patrimoine mondial en péril, avec l'aide du Fonds du patrimoine mondial (en cours). • Poursuite du projet extrabudgétaire du fonds-en-dépôt japonais visant la conservation et la gestion efficaces de « Lumbini, lieu de naissance du Bouddha » (Népal). • Mission technique en République populaire démocratique de Corée pour évaluer l'état de conservation des peintures murales des tombes I et IV de Jinpa-ri dans le cadre du projet extrabudgétaire de sauvegarde des tombes de Koguryo et de leurs peintures murales, financé par la République de Corée (mars 2017). • Assistance préparatoire pour la finalisation du plan de gestion des anciennes capitales du Royaume des Tonga (Tonga) (Fonds-en-dépôt néerlandais et programme des petits États insulaires en développement). Atelier des parties prenantes (les 19 et 20 juillet 2016) et réunion de consultation (26 janvier 2017). • Mission au Liban pour soutenir la Direction générale des antiquités (DGA) dans le cadre de la protection et de la conservation des sites libanais du patrimoine mondial (du 13 au 17 février 2017). • Mission du WHC/ICOMOS sur le site de patrimoine mondial « Memphis et sa nécropole – les zones des pyramides de Guizeh à Dahchour », concernant le projet de périphérie sur le plateau de Guizeh (du 5 au 9 mars 2017). • Deux missions de conseil technique destinées à l'Agence nationale pour la préservation du patrimoine culturel de Géorgie (PIAG) dans le cadre du troisième projet de développement régional financé par la Banque mondiale, accord UNESCO/Géorgie (décembre 2016 et avril 2017). • 2^e mission consultative du WHC/ICOMOS à Stonehenge concernant le doublement de l'A303 et la construction d'un tunnel (du 31 janvier au 3 février 2017). • Dialogue avec le gestionnaire du site de la vieille ville et de la nouvelle ville d'Edimbourg concernant la mise en œuvre de l'approche des paysages urbains historiques et la mise en place d'une synergie entre la vision de la ville d'Edimbourg à l'horizon 2015 et la gestion du site du patrimoine mondial. • Assistance internationale pour le développement d'un Plan d'action national pour la	7A et 7B	de méthodologies. Soutien aux efforts de conservation et de gestion des institutions locales et nationales. Développement de systèmes de gestion améliorés des biens du patrimoine mondial. Renforcement de la participation des communautés locales à la gestion du site du patrimoine mondial. Formation des artisans locaux à la consolidation des structures touchées par une forte érosion côtière.
---	------------------------	---

	gestion des risques sur les biens du patrimoine mondial du Chili (2017). http://whc.unesco.org/fr/assistanceint/2706/ • Approbation de la phase opérationnelle du projet « Plan d'action pour la gestion des risques dans la Ville de Quito, Équateur » (août 2017). http://whc.unesco.org/fr/gerer-les-risques-de-catastrophes/ • Approbation de la phase opérationnelle du projet « Vers un plan de gestion soutenable et participatif pour Pantanal » en Bolivie et au Paraguay. • Assistance technique à la préparation du rapport sur l'état de conservation de Potosi (Bolivie). Mission WHC/ICOMOS programmée en avril 2017. • Assistance post-catastrophe de Manabí (Équateur), par l'UNESCO Quito, pour sauver les archives historiques touchées par le tremblement de terre d'avril 2016, dans le cadre du projet de renforcement des capacités locales de conservation d'urgence des archives historiques dans les zones équatoriennes touchées par le tremblement de terre d'avril 2016. (10 archives historiques ont été sauvées.) http://www.unesco.org/new/es/quito/media-service/single-view/news/unesco-quito-finaliza-en-manabi-ecuador-la-asistencia-pos/		
AFR	Organisation d'un atelier au Mozambique afin de mettre en œuvre l'approche du paysage urbain historique sur l'Île de Mozambique et les recommandations du Nouvel agenda urbain, avec la participation du PNUD et d'ONU-Habitat.	40 COM 7B.15	Révision du plan de gestion et de conservation de l'Île de Mozambique et développement d'un plan d'actions. Renforcement des capacités de conservation du site de la communauté locale.
AFR	Avancement du projet financé par l'Union européenne sur l'Initiative pour le Patrimoine Mondial Forestier d'Afrique Centrale (CAWHFI). Démarrage des activités sur site en juillet 2016.		Fonds alloués à Lopé-Okanda (Gabon), au Trinational de la Sangha (Congo, Cameroun et République centrafricaine) et à la réserve de faune du Dja (Cameroun) pour soutenir les activités de conservation et mettre en œuvre les décisions du Comité du patrimoine mondial. Renforcement de la gestion des biens naturels d'Afrique centrale.
AFR	Assistance internationale allouée à la conservation du bien mixte de Lopé-Okanda (Gabon).	39 COM 7B.32	Renforcement des capacités de conservation culturelle. Validation du plan de gestion. Renforcement des capacités de conservation du site de la communauté locale.

AFR	Mise en œuvre du programme « Conservation de la biodiversité en zones de conflit armé » du Centre du patrimoine mondial.	40 COM 7A.42	Revue de la mise en œuvre de la déclaration de Kinshasa (janvier 2011). Résultat escompté : progresser vers le retrait d'au moins un bien de la Liste du patrimoine mondial en péril à moyen terme.
AFR	Soutien du centre d'interprétation du site de patrimoine mondial des ruines de Loropéni (Burkina Faso) pour améliorer la conservation, la promotion et la recherche, avec un financement hongrois.	33 COM 8B.31	Développement d'un cadre de partenariat universitaire. Amélioration des informations pour les visiteurs. Formation des parties prenantes locales et des fonctionnaires qualifiés.
APA	Poursuite de l'assistance d'urgence accordée par le Fonds du patrimoine mondial et de plusieurs projets extrabudgétaires d'assistance du Népal pour la sauvegarde, la conservation et la réhabilitation d'urgence de la Vallée de Kathmandu suite au tremblement de terre.	39 COM 7B.69 40 COM 7B.41	Outre l'assistance d'urgence, plusieurs projets extrabudgétaires de l'UNESCO ont été approuvés et sont actuellement mis en œuvre. Les monuments sélectionnés ont été évalués et documentés, les éléments en bois ont été récupérés et entreposés en sécurité et la réhabilitation des monuments sélectionnés a démarré.
APA	Projet d'initiatives pour le développement durable et l'implication communautaire dans la mise en œuvre de la Convention du patrimoine mondial, financé avec le fonds-en-dépôt coréen. Trois biens du patrimoine mondial, un au Bangladesh et deux au Pakistan, ont été sélectionnés pour des activités pilotes.		Revitalisation d'artisanats lucratifs dans les communautés locales au moyen d'activités de conservation du patrimoine mondial.
APA	Symposium international « The Conservation of Brick Monuments at World Heritage sites » (conservation des bâtiments en brique sur les sites du patrimoine mondial), organisé à Ayutthaya (Thaïlande) avec l'appui du fonds-en-dépôt néerlandais (octobre 2016). http://whc.unesco.org/fr/evenements/1333/	39COM 7B.71	Amélioration de la sensibilisation et de la reconnaissance des normes internationales de conservation des sites en briques et monuments associés. Amélioration des savoir-faire des artisans utilisant les techniques de construction en briques et chaux. Amélioration des modes opératoires et normes de conservation à Ayutthaya et dans d'autres sites thaïlandais du patrimoine mondial.
ARB	Réunion internationale d'experts sur la sauvegarde du patrimoine culturel libyen à Tunis (du 9 au 11 mai 2016).	40 COM 7	Accord sur un plan d'actions d'urgence avec des mesures concrètes et des repères pour les sites archéologiques, le patrimoine bâti, le patrimoine mobilier et le patrimoine immatériel, en impliquant la société civile dans la protection du patrimoine. Mise en

			place d'une base de coopération entre experts libyens de toutes les régions.
ARB	Soutien à la création d'un observatoire du patrimoine architectural et urbain de la région arabe par l'ALECSO (réunion de lancement à Tunis, les 3 et 4 octobre 2016).	38 COM 5E	Reconnaissance de la pertinence de cette initiative et de la nécessité du soutien de l'UNESCO, à travers le Programme des Villes du patrimoine mondial et la Recommandation concernant le paysage urbain historique. Le succès de l'initiative repose sur un solide soutien politique, une bonne gouvernance, un cadre juridique approprié, un processus de planification inclusif, l'appui à la créativité culturelle, des procédures financières adaptées et des mécanismes opérationnels efficaces.
ARB	Première réunion technique d'intervention d'urgence : suivi de la décision du Comité du patrimoine mondial sur l'ancienne ville de Damas (Syrie) (Beyrouth, les 14 et 15 novembre 2016).	40 COM 7A.18 40 COM 7A.22	Renforcement de la coordination des parties prenantes nationales pour la restauration de la banque ottomane du quartier d'al-Asrooniya, endommagé par le feu, dans l'ancienne ville de Damas. Définition de recommandations, faisant de ce cas un cas pilote.
ARB	Atelier d'assistance technique pour les sites de Palmyre, du Crac des Chevaliers et de l'ancienne ville de Damas, en Syrie (Beyrouth, du 13 au 15 décembre 2016)	40 COM 7A.18 40 COM 7A.20 40 COM 7A.22	Renforcement des capacités des parties prenantes nationales à mettre en œuvre des mesures d'urgence (évaluation des dommages et travaux de consolidation) sur les trois sites du patrimoine mondial endommagés pendant le conflit syrien et définition d'actions prioritaires à mettre en œuvre.
ARB	Conférence internationale de coordination sur le patrimoine culturel dans les zones libérées d'Iraq (23 et 24 février 2017).	40 COM 7	Évaluation des dommages subis par le patrimoine culturel dans les zones libérées d'Iraq, cartographie des initiatives prévues et en cours de différentes parties prenantes, définition d'un plan d'actions prioritaires et définition d'un mécanisme de coordination pour le redressement du patrimoine culturel dans les zones libérées d'Iraq.
ARB	Réunion de coordination technique sur l'ancienne ville d'Alep (Beyrouth, du 1 ^{er} au 3 mars 2017).	40 COM 7A.16 40 COM 7A.22	Cartographie des initiatives prévues et en cours de différentes parties prenantes, accord sur les orientations techniques et procédures statutaires dans le cadre des plans de redressement de l'ancienne ville d'Alep, définition d'un plan d'actions prioritaires de redressement et d'un mécanisme de coordination. Cette réunion visait à exploiter le patrimoine culturel matériel et immatériel et à intégrer le statut de patrimoine mondial de l'ancienne ville d'Alep dans les

			plans de redressement.
EUR	Soutien à l'organisation de l'atelier international « Villes fortifiées, sociétés ouvertes : Gestion des murs historiques dans les biens urbains du patrimoine mondial » à Sienne (Italie) par le bureau de l'UNESCO à Venise (du 26 au 28 janvier 2017).	38 COM 5E	Réflexion sur la conservation des remparts d'un point de vue urbain dans une perspective de développement durable. Reconnaissance de la nécessité d'intégrer les murs historiques aux systèmes de gestion des sites, qui doivent inclure les notions de changement et de continuité (stratification), conformément à la Recommandation concernant le paysage urbain historique.
EUR	Activités de suivi du second cycle de l'exercice de soumission des rapports périodiques pour l'Europe : - Mission exploratoire du WHC sur tous les biens du patrimoine mondial arménien et les sites proposés sur la Liste indicative (octobre 2016).	39 COM 10B	Développement d'un projet d'accord-cadre en consultation avec des responsables arméniens, avec une proposition d'assistance technique de l'UNESCO sur le patrimoine culturel pour appuyer la mise en œuvre de la Convention du patrimoine mondial et du plan d'actions du rapport périodique arménien (en cours de révision par les autorités).
EUR	Mise en œuvre du fonds-en-dépôt portugais		Le financement d'un poste temporaire au Centre du patrimoine mondial par le Portugal a permis de proposer des conseils et un soutien stratégique sur les procédures, politiques et problèmes statutaires liés à la mise en œuvre de la Convention du patrimoine mondial dans un groupe de pays européens.
LAC	Soutien à l'obtention de l'état de conservation souhaité pour retrait de la liste du patrimoine mondial en péril du Réseau de réserves du récif de la barrière du Belize, en mettant en place une protection juridique contre l'exploration pétrolière, en définissant une réglementation sur la mangrove et en mettant fin aux ventes et locations de terrains sur le bien.	40 COM 7A.32	Moratoire volontaire sur toute exploration et exploitation pétrolière et disparition de toutes les concessions empiétant sur le bien. Adoption du plan de gestion intégrée des zones côtières, en cours de mise en œuvre. Finalisation de la législation sur la mangrove.
LAC	Avancement du projet « Qhapaq Ñan, réseau de routes andin », financé par l'UNESCO/fonds-en-dépôt japonais, lancé en 2016 avec six États parties (Argentine, Bolivie, Chili, Colombie, Équateur et Pérou). Organisation du premier atelier international à La Paz (Bolivie) en avril 2017. Atelier suivant prévu pour août 2017 au Chili. http://www.unesco.org/new/es/lima/work-areas/culture/iniciativa-qhapaq-nan/	40 COM. 7B.1	Exécution de toutes les étapes administratives et contractuelles initiales. Finalisation de la ventilation du budget par pays et révision du plan de travail. Production d'un système de données pour le suivi de l'état de conservation du bien en Colombie.
LAC	Organisation d'un atelier national sur le patrimoine mondial à La Havane (Cuba) avec des	40 COM 10B	Renforcement des stratégies et méthodologies de

	représentants d'Haïti et d'Aruba (du 27 au 29 septembre 2016). http://www.unesco.org/new/es/havana/about-this-office/single-view-havana/news/cuba_updates_strategies_to_protect_its_heritage/		protection du patrimoine culturel et naturel.
LAC	Le bureau de l'UNESCO de Quito, les représentants boliviens, colombiens, équatoriens et vénézuéliens ainsi que leurs contreparties, le ministère de la Culture et du Tourisme de Bolivie et le Centre d'études archéologiques et anthropologiques et de recherche sur l'administration de Tiwanaku (CIAAAT) ont continué à travailler sur le résultat de la dernière mission de 2016 dans le cadre du projet de préservation et de conservation de Tiwanaku et de la pyramide d'Akapana, financé par le fonds-en-dépôt japonais. http://www.unesco.org/new/es/quito/media-service/single-view/news/unesco_quito_inicia_mision_de_cierre_del_ano_2016_en_la_ci/	38 COM 7B.39	Amélioration de la protection et de la durabilité du site de Tiwanaku grâce à une assistance et un soutien techniques pour la mise en œuvre des actions clés d'intervention.
LAC	Organisation d'une réunion technique au musée de Congonhas par le Bureau de l'UNESCO à Brasilia pour définir des indicateurs personnalisés d'évaluation du rayonnement du musée de Congonhas auprès des communautés locales.		Développement d'outils de formation pour personnaliser les indicateurs d'évaluation du rayonnement.
LAC	Organisation d'un séminaire par le bureau de l'UNESCO de Montevideo en Argentine sur le projet « Protection, conservation et gestion de Qhapaq Ñan, Alto Valle Calchaquí »	38 COM 8B.43	Amélioration de l'analyse de la valeur universelle exceptionnelle de la partie Salta des vallées Calchaquíes (Argentine).
LAC	Plan de réduction des risques d'inondation sur le site de patrimoine mondial de la vieille ville de La Havane (fonds-en-dépôt néerlandais et programme des petits États insulaires en développement). Atelier en mai 2016 : préparation de l'étude préliminaire et réunion de présentation du résultat en mai/juin 2017 à La Havane (Cuba). Atelier sur la conservation et la gestion des biens militaires liés à l'architecture du patrimoine mondial dans les Caraïbes (Saint-Kitts-et-Nevis, les 8 et 9 novembre 2016) (fonds-en-dépôt néerlandais) http://whc.unesco.org/fr/evenements/1319/ http://fr.unesco.org/events/atelier-conservation-gestion-biens-militaires-lies-architecture-du-patrimoine-mondial	Stratégie globale	Évaluation des mesures existantes et préparation d'un plan intégré de réduction des effets des inondations à La Havane, surtout lorsqu'elles affectent le patrimoine culturel. Renforcement de la coopération technique avec l'institut de catégorie 1 de l'UNESCO (Institut UNESCO-IHE pour l'éducation relative à l'eau). Partage des expériences avec les sites militaires du patrimoine mondial des Caraïbes (Antigua-et-Barbuda, Barbade, République dominicaine, Jamaïque, Saint-Kitts-et-Nevis).
LAC	Organisation d'un séminaire sur le génie civil et la mise en œuvre des travaux préliminaires de conservation suite aux dommages du tremblement de terre de 2013, dans le cadre du projet de renforcement des capacités de conservation et de gestion du site forteresse de Brimstone Hill, patrimoine mondial de Saint-Kitts-et-Nevis (fonds-en-dépôt néerlandais). http://fr.unesco.org/events/atelier-conservation-gestion-biens-militaires-lies-architecture-du-patrimoine-mondial		Renforcement des méthodes de conservation et de gestion à travers l'évaluation des dommages.

LAC	Mise en œuvre du projet de publication « Methodology for the Implementation of the Recommendation on the Historic Urban Landscapes » (méthode de mise en œuvre de la recommandation relative aux paysages urbains historiques) à Puebla et présentation à l'occasion d'Habitat III, avec la participation du maire de la ville de Puebla. Lancement dans le cadre d'une réunion internationale sur le paysage urbain historique. L'expérience du programme est résumée dans un volume offrant une méthodologie en matière de cohérence du paysage urbain et le protocole de gestion mis en œuvre dans la ville. http://www.unesco.org/new/es/mexico/press/news-and-articles/content/news/miguel_angel_mancera_y_la_unesco_en_mexico_presentan_en_qu/	38 COM 5E	Partage des connaissances sur la Recommandation concernant le paysage urbain historique pour gérer et conserver le patrimoine urbain de la ville de Puebla (Mexique).
LAC	Symposium et atelier sur le patrimoine mondial des Caraïbes et le changement climatique (Kingston, du 29 au 31 mai 2017).	RES 16 GA 10	Renforcement des méthodes de gestion des sites du patrimoine mondial pour faire face aux conséquences et menaces liées au changement climatique.
3C Activités pour encourager la mise en place de mesures efficaces de renforcement des capacités (Renforcement des Capacités)			
RÉ- GION	ACTIVITÉS	DÉCISION	RÉSULTATS obtenus et DIFFICULTÉS rencontrées
GLO	Forum des jeunes sur le patrimoine mondial 2016 « Au carrefour d'un patrimoine multidimensionnel », à Istanbul (Turquie) avec 28 jeunes (18 filles, 10 garçons) de 26 pays (3 d'Afrique ; 2 des États arabes ; 6 d'Asie-Pacifique, 12 d'Europe, 3 d'Amérique latine et des Caraïbes (du 29 juin au 12 juillet 2016). http://whc.unesco.org/fr/280/?id=886&		Renforcement des connaissances des jeunes sur le patrimoine multidimensionnel et les défis de la gestion. Présentation des résultats du travail des participants sous la forme d'une déclaration à la cérémonie d'ouverture de la 40 ^e session du Comité du patrimoine mondial.
GLO	Activités opérationnelles du réseau de gestionnaires de sites marins du patrimoine mondial regroupant 49 sites marins de 37 pays. Organisation de la 3 ^e conférence triennale des gestionnaires de sites marins du patrimoine mondial aux Îles Galápagos (août 2016). http://whc.unesco.org/fr/evenements/1328/	29 COM 5B 37 COM 5E	Formation des gestionnaires au développement de stratégies d'adaptation au climat et d'approches commerciales pour renforcer la pêche durable. Renforcement de la visibilité du travail local de conservation des sites marins, amélioration de l'accès à l'expertise marine et échange important de solutions de gestion et de meilleures pratiques entre sites marins du patrimoine mondial. Positionnement du réseau de gestionnaires de sites marins de patrimoine à l'avant-garde du changement dans le domaine de la conservation des océans.

GLO	Organisation d'ateliers de formation dans toutes les régions (liste non exhaustive) : • Organisation d'un premier atelier sur l'évaluation d'impact sur le patrimoine mondial (EIP) africain, en collaboration avec l'AWHF à Zanzibar (Tanzanie) (du 31 octobre au 9 novembre 2016). • Organisation d'un atelier de préparation aux risques sur la réserve de faune du Dja (Cameroun) en collaboration avec l'AWHF (avril/mai 2017) • Mise en œuvre du projet de prévention des risques sur les biens du patrimoine mondial - Renforcer la résilience des biens africains du patrimoine mondial, en collaboration avec l'AWHF en Namibie (juin 2015-octobre 2016) • Organisation d'un atelier de renforcement des capacités de mise en œuvre des objectifs de la <i>Convention du patrimoine mondial</i> en Guinée équatoriale, à Sao Tomé-et-Principe et en Guinée-Bissau, à Cabo Verde dans le cadre de la mise en œuvre du plan d'actions pour l'Afrique 2012-2017. • Formation de 30 experts népalais du patrimoine culturel sur la documentation archéologique, la conservation et la gestion des sites dans le cadre du projet financé par le fonds-en-dépôt japonais à Lumbini (Népal, voir 2C). Réunion du comité international de pilotage de Lumbini de 2017 au Népal (du 17 au 19 février 2017). • Formation pratique de neuf participants népalais, bénévoles et charpentiers compris, sur l'identification des caractéristiques iconographiques des objets sauvés afin de les trier, de les étiqueter et de les documenter, dans le cadre du renforcement des capacités de la vallée de Kathmandu (Népal, voir 2C) • Atelier sur le paysage culturel et la pérennisation de son importance-Bhoutan 2016 à Paro (Bhoutan) pour aider à définir des cadres de gestion pour deux sites de paysage culturel sélectionnés (Paro et Thimphou, du 13 juillet au 3 août 2016). • Lancement du projet « Initiatives de paysage culturel d'Asie du Sud » à Thimphou (Bhoutan) (3 août 2016) financé par l'UNESCO/fonds-en-dépôt japonais. • Atelier de formation de 3 jours organisé par l'Institut de génie hydraulique et de gestion des ressources en eau de l'Université technique de Rhénanie-Westphalie à Aix-la-Chapelle (Allemagne) en mars 2017, dans le cadre de l'assistance internationale accordée à l'Afghanistan pour le bien du patrimoine mondial « Minaret et vestiges archéologiques de Djam ». • Atelier national sur la mise en œuvre de la Recommandation de l'UNESCO concernant le paysage urbain historique dans les biens ouzbeks du patrimoine mondial, à Boukhara (Ouzbékistan) (du 19 au 21 octobre 2016). • Atelier sur la mise en œuvre de la Recommandation de l'UNESCO concernant le paysage urbain historique dans les biens du patrimoine mondial de Samarcande et Boukhara, à Samarcande (Ouzbékistan) (du 21 au 23 février 2017). • Organisation par le WHITR-AP/ICCROM/WHC d'un cours sur l'évaluation d'impact sur le bien du patrimoine mondial de la Ville historique de Vigan (Philippines) pour aider les États parties à mettre en œuvre les décisions du Comité relatives à l'évaluation d'impact (octobre 2016). • Organisation d'un atelier de formation sur la préparation d'une liste indicative	Décisions du Comité du patrimoine mondial dans le cadre des documents 7B, 10A, 10B, 10D	Renforcement des capacités des gestionnaires de sites, membres des communautés, jeunes et experts du patrimoine. Échange de bonnes pratiques de gestion et de conservation des sites du patrimoine mondial. Diffusion d'informations sur la mise en œuvre de la <i>Convention du patrimoine mondial</i>. Création et renforcement des réseaux d'acteurs clés dans le cadre de la mise en œuvre de la <i>Convention du patrimoine mondial</i>. Développement de plans et stratégies de gestion et de tourisme durables sur les sites du patrimoine mondial. Définition d'études de cas et de modèles de bonnes pratiques. Mise à jour des informations et des savoir-faire techniques actuels. Amélioration des capacités de protection et de conservation des biens du patrimoine mondial. Échange d'expériences et sur les difficultés concernant la gestion et le développement durable des sites du patrimoine mondial. Renforcement des cadres institutionnels et administratifs pour la protection des biens du patrimoine mondial. Amélioration des capacités d'inventaire du patrimoine culturel et naturel, évaluation d'impact sur le patrimoine, génie hydraulique et suivi.
-----	--	---	---

	représentative et équilibrée au Koweït pour le personnel des institutions nationales (du 14 au 18 novembre 2016). • Organisation, par des experts internationaux du patrimoine culturel et naturel, d'un séminaire, à Carriacou (Grenadines) pour les experts de Grenade et Saint-Vincent-et-les Grenadines pour discuter des activités de renforcement des capacités d'inventaire du patrimoine des Grenadines, avec un financement du fonds-en-dépôt néerlandais. http://www.unesco.org/new/en/kingston/about-this-office/single-view/news/inventorying_the_heritage_of_the_grenadines/ • Atelier sur les thématiques principales de la <i>Convention du patrimoine mondial</i>, avec des participants de plusieurs États des Caraïbes (les 1er et 2 novembre 2016) suivi par un atelier de parties prenantes nationales (8 novembre 2016) (Trinité-et-Tobago). • Organisation d'un atelier sur les concepts fondamentaux et méthodologies pour l'application de la Convention concernant la protection du patrimoine mondial, par le Centre de catégorie 2 Lucio Costa, à Rio de Janeiro (du 3 au 7 octobre 2016). http://whc.unesco.org/fr/evenements/1332/		
AFR	Lancement d'initiatives d'intégration de programmes sur le patrimoine mondial dans les établissements d'enseignement africains au Sénégal, en Gambie, en Guinée-Bissau et au Burkina Faso, avec l'aide financière de l'Italie et des Pays-Bas.		Établissement de programmes sur la conservation du patrimoine. Création de partenariats universitaires nord-sud-sud. Défis : développer une perspective professionnelle dans le domaine de la conservation du patrimoine.
AFR	Premier forum des jeunes d'Afrique francophone sur le patrimoine mondial au Burkina Faso, dans les ruines de Loropéni (du 26 avril au 5 mai 2017)		Implication des jeunes dans la promotion et la protection du patrimoine mondial en Afrique.
APA	Organisation de la 5 ^e réunion annuelle de coordination des centres de catégorie 2 du patrimoine mondial par le « Centre de gestion et de formation sur le patrimoine mondial naturel pour la région Asie-Pacifique » à Dehradun (Inde) (du 22 au 25 novembre 2016).	38 COM 10B.1 39 COM 10B.1 40 COM 6	Discussions sur les problèmes de coordination des centres de catégorie 2, les paysages transfrontaliers, les paysages culturels et les biens mixtes.
EUR	Mise en œuvre de la Convention du patrimoine mondial en Géorgie / Service consultatif de l'UNESCO sur le patrimoine culturel aux autorités géorgiennes.		Assistance technique du Centre du patrimoine mondial pour le renforcement des capacités (activité 3 sur le renforcement des capacités), notamment à Mtskheta, dans le domaine de la planification stratégique pour les biens culturels et patrimoniaux et plus précisément de la recommandation de l'UNESCO concernant le paysage urbain historique. Organisation d'une visite d'étude.

EUR	Mise en œuvre du projet « Routes européennes du patrimoine mondial de l'UNESCO » financé par la Commission européenne. Ce projet vise à créer une plateforme pratique sur le patrimoine culturel remarquable, reconnu par l'UNESCO, avec une série de routes thématiques pour le développement du tourisme durable en Europe. Ce projet mise sur le tourisme culturel pour favoriser l'investissement dans la culture et les industries créatives, au sein des communautés, et proposer des produits durables et de qualité exploitant les atouts de l'Europe et la diversité de son patrimoine culturel.	36 COM 5E	Premier cycle d'ateliers de renforcement des capacités des 30 sites du patrimoine mondial répertoriés dans les quatre thèmes : Europe ancienne, Europe romantique, Europe royale et Europe souterraine, pour permettre aux gestionnaires de sites et aux parties prenantes de définir les priorités principales et la stratégie du projet, et de développer des plans marketing et de gestion durable du tourisme.
LAC	Signature d'un accord, la Carta de Punta Suarez, par sept sites marins du patrimoine mondial dans la région du Pacifique tropical oriental pour renforcer la coopération régionale. http://whc.unesco.org/fr/actualites/1575/	Stratégie globale	Renforcement de la coopération régionale entre sept sites marins du patrimoine mondial avec l'échange d'informations scientifiques et techniques pour améliorer la gestion de chaque site, chercher des financements communs pour les projets régionaux appuyant une conservation efficace et organiser des réunions pour définir des actions communes pour atteindre des objectifs communs.
LAC	Progression du projet de formation à la gestion du patrimoine culturel dans le cadre de la coopération sud-sud, coordonné par le bureau de l'UNESCO à Brasilia. L'action principale a porté sur le renforcement des capacités des gestionnaires dans le domaine du suivi et de l'évaluation des politiques en matière de patrimoine.		Renforcement des capacités de gestion des institutions de conservation du patrimoine culturel en Amérique du sud.
LAC	Mise en œuvre du projet « Préservation du patrimoine et appui au secteur touristique » (PAST), financé par la Banque mondiale, à Haïti, en coopération avec le WHC et le bureau de l'UNESCO à Port-au-Prince jusqu'en 2022. Ce projet a permis de proposer une assistance technique dans plusieurs domaines, notamment le renforcement des capacités.	35 COM 9B 38 COM 7B.44 40 COM 7B.6	Amélioration des plans de gestion et de conservation et des stratégies de tourisme durable.
LAC	Mise en œuvre de plusieurs activités de renforcement des capacités dans le cadre du projet extrabudgétaire pour le parc national de Tikal (Guatemala), financé par le fonds-en-dépôt japonais. http://whc.unesco.org/fr/280/?id=831&		Renforcement des capacités de conservation et de gestion des parties prenantes.
LAC	Mise en œuvre du projet « Promoting Culture for development in Mexico City » (promotion de la culture pour le développement de Mexico) mettant en avant la culture dans le cadre du développement, en appliquant les Indicateurs UNESCO de la culture pour le développement au niveau local.		Renforcement des mécanismes de politique publique, des systèmes d'évaluation, du cadre législatif et des méthodes de gestion à Mexico.

4C. Activités pour développer la sensibilisation du public, la participation et le soutien au patrimoine mondial par la Communication (communication)			
RÉGI ON	ACTIVITÉS	DÉCISION	RÉSULTATS obtenus et DIFFICULTÉS rencontrées
GLO	Développement et lancement d'un nouveau site web pour mieux refléter les synergies avec les autres conventions et programmes associés à la culture et à la biodiversité. (http://whc.unesco.org/fr/synergies/)	40 COM 5A	Renforcement proactif des synergies avec les autres conventions et programmes.
GLO	Initiatives de communication en amont de la COP 22 de la CCNUCC, de la journée mondiale de l'océan (8 juin) et du Congrès mondial de la nature de l'UICN (du 1 ^{er} au 10 septembre) pour documenter scientifiquement l'impact du blanchissement des coraux sur les sites marins du patrimoine mondial http://whc.unesco.org/fr/actualites/1588/ http://whc.unesco.org/fr/actualites/1507/	31 COM 7.1 39 COM 7	Sensibilisation au pire blanchissement corallien de l'histoire et à son impact sur la valeur universelle exceptionnelle de tous les sites marins du patrimoine mondial. Renforcement de la capacité des communautés et de leurs biens à résister, absorber et récupérer des effets du changement climatique.
GLO	Organisation d'une exposition internationale en partenariat avec l'horloger suisse Jaeger-LeCoultre, à l'occasion de la journée mondiale de l'océan (8 juin), mettant en avant les trésors marins sur la Liste du patrimoine mondial et les résultats de conservation obtenus au cours du partenariat.		Sensibilisation à la nécessité de protéger les sites marins et renforcement de la coopération avec le partenaire pour préserver les sites marins.
GLO	Développement d'un court-métrage avec Sven Lindblad, du collectif OceanElders sur la nécessité de protéger le patrimoine mondial marin de l'UNESCO. http://whc.unesco.org/fr/actualites/1613/		Sensibilisation aux menaces pesant sur les sites marins du patrimoine mondial et à la nécessité d'investir dans leur protection.
GLO	Événement parallèle organisé en marge de la 40 ^e session du Comité du patrimoine mondial autour du Rapport mondial de l'UNESCO sur la culture pour le développement urbain durable (26 octobre 2016).	38 COM 5E 40 COM 5C	Présentation du contexte de préparation et de présentation du rapport mondial contribuant à la réflexion ayant conduit à l'adoption du Nouvel agenda urbain à l'occasion de la conférence Habitat III. Ce rapport mondial sera une ressource essentielle pour la conservation et la gestion du patrimoine urbain inscrit sur la Liste du patrimoine mondial et les futures propositions d'inscription de sites urbains ou de sites intégrant une composante urbaine importante.
GLO	Publication « <i>World Heritage and Tourism in a Changing Climate</i> », développée par l'UNESCO, le PNUE et l'Union of Concerned Scientists, en amont du Programme de développement durable des Nations Unies à l'horizon 2030 et de l'accord de Paris de la	36 COM 5E	Sensibilisation du public à la vulnérabilité au changement climatique des sites du patrimoine

	Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC). http://whc.unesco.org/fr/tourism-climate-change/		mondial. Sensibilisation du public à la menace que le changement climatique fait peser sur la valeur universelle exceptionnelle et l'intégrité des sites du patrimoine mondial et, par conséquent, sur les économies et communautés qui vivent du tourisme. Proposition d'une série de recommandations pour minimiser les impacts du changement climatique sur les biens du patrimoine mondial et promouvoir un développement plus durable du tourisme.
GLO	Traduction des Manuels de référence du patrimoine mondial en portugais, polonais et allemand, avec l'appui de l'Institut du patrimoine historique et artistique national (IPHAN, Brésil), du centre de catégorie II du Brésil (Lucio Costa), de la Direction nationale polonaise du patrimoine et de la Commission nationale allemande pour l'UNESCO.	37 COM 6	Manuels consultables en ligne à l'adresse : http://whc.unesco.org/fr/manuelsdereference/
GLO	Production de 70 000 exemplaires de la carte du patrimoine mondial 2016-2017, en collaboration avec le National Geographic, en anglais, français et espagnol, avec l'appui de la Pologne.	<i>Orientations</i> Chapitre IX.C	Meilleure connaissance des sites du patrimoine mondial et de la <i>Convention du patrimoine mondial</i> .
GLO	Publication de deux numéros des Cahiers du patrimoine mondial : • n°44 (juillet 2016) « <i>World Heritage in the High Seas: An Idea Whose Time Has Come</i> » (le patrimoine mondial en haute mer : une idée qui fait son chemin) • n°45 (décembre 2016) « <i>The Future of the World Heritage Convention for Marine Conservation</i> » (l'avenir de la Convention du patrimoine mondial pour la conservation des océans). Célébration des 10 ans du programme marin du patrimoine mondial	<i>Orientations</i> Chapitre IX.C	Renforcement de la visibilité des problèmes stratégiques du patrimoine mondial et partage des connaissances techniques avec un public élargi et les parties prenantes concernées. Le défi : identifier des ressources extrabudgétaires pour produire chaque numéro.
GLO	Publication conjointe de la 7 ^e édition de « <i>The World's Heritage</i> » avec Harper Collins en 2016, avec une nouvelle appli pour plusieurs plateformes.	<i>Orientations</i> Chapitre IX.C	Renforcement de la visibilité du patrimoine mondial et de la nécessité de sa sauvegarde.
GLO	Calendrier 2017 du patrimoine mondial avec Panasonic, aux formats papier, Internet et tablette.	<i>Orientations</i> Chapitre IX.C	Renforcement de la visibilité du patrimoine mondial, notamment en Asie et auprès des jeunes.
GLO	Publication en anglais, français et espagnol de la revue trimestrielle <i>Patrimoine mondial</i> : • Numéro 79 (<i>La planète à la croisée des chemins</i>) ; • 80 (<i>Patrimoine Mondial en Turquie</i>) ; • 81 (<i>Patrimoine urbain</i>) ; • 82 (<i>Le patrimoine africain et son développement durable</i>) et • 83 (<i>Musées et centres d'accueil de visiteurs</i>).	<i>Orientations</i> Chapitre IX.C	Renforcement de la visibilité du patrimoine mondial. Le défi : la viabilité financière de la revue dépend de la poursuite de l'appui du partenaire de publication et des États parties accueillant la session du Comité. Disponible sous forme d'application gratuite et au format électronique en ligne.

GLO	Ajout de 107 actualités et 49 événements sur le site web du Centre du patrimoine mondial.	<i>Orientations</i> Chapitre IX.C	Renforcement de la visibilité des actions de l'UNESCO.
GLO	Publication d'une lettre d'information électronique, proposant des informations sur le patrimoine mondial, en juillet et octobre 2016, et février 2017 (en anglais et français).	<i>Orientations</i> Chapitre IX.C	Renforcement de la visibilité. Envoi de la lettre d'information électronique à 21 000 abonnés au site web du Centre du patrimoine mondial (environ 16 000 en anglais et 5 000 en français).
GLO	Célébration de la journée mondiale des zones humides 2017 sur le thème « Les zones humides pour réduire les risques de catastrophe » (2 février 2017). Célébration de la journée mondiale de la nature (3 mars 2017).	40 COM 5A	Collaboration avec la Convention de Ramsar sur les zones humides pour célébrer la journée mondiale des zones humides 2017 sur le thème des zones humides pour réduire les risques de catastrophe, et pour renforcer les synergies dans la gestion de ces sites. http://whc.unesco.org/fr/actualites/1622/ Renforcement de la visibilité et mobilisation autour de la lutte contre le trafic illicite d'espèces en voie d'extinction contribuant à la valeur universelle exceptionnelle des sites du patrimoine mondial (critère x). http://whc.unesco.org/fr/actualites/1633/
AFR	Lancement d'un projet de patrimoine numérique, dans le cadre de la convention France-UNESCO, pour présenter le patrimoine africain, matériel et immatériel. Ce projet est soutenu par le ministère français de la Culture et le Centre du patrimoine mondial avec la collaboration des États parties africains.		Facilitation de l'accès à la documentation de la communauté du patrimoine, des chercheurs, des étudiants et de tous ceux qui recherchent des documents sur le patrimoine africain.
AFR	Projet de création d'un centre de ressources à Grand-Bassam	39 COM 7B.38	Amélioration de la documentation, des connaissances et de la promotion du site. Renforcement des capacités techniques de la Maison du patrimoine.
APA	Production de deux rapports sur le projet « <i>Appui à la préparation pour la nomination en série au patrimoine mondial des Routes de la soie en Asie du Sud</i> » financé par l'UNESCO/fonds-en-dépôt coréen : rapport final sur le projet du fonds-en-dépôt et rapport technique final sur les résultats du projet. http://unesdoc.unesco.org/images/0024/002460/246096e.pdf http://discovery.ucl.ac.uk/1524854/	Stratégie globale	La première publication est un rapport institutionnel approfondi sur la mise en œuvre du projet « Appui à la préparation pour la nomination en série au patrimoine mondial des Routes de la soie en Asie du Sud ». La deuxième publication porte sur les aspects techniques des activités mises en œuvre dans le cadre du projet.
ARB	Événement organisé en marge de la 40 ^e session du Comité du patrimoine mondial, présentant l'évaluation des dommages à Mossoul et exposition sur le patrimoine culturel irakien à risque avec les nouvelles technologies (du 12 au 15 juillet, Istanbul).	40 COM 7	Sensibilisation à l'importance de la protection du patrimoine culturel à risque en période de conflit.

ARB	Événement organisé en marge de la 40 ^e session du Comité du patrimoine mondial sur le patrimoine moderne dans les États arabes (du 13 au 18 juillet, Istanbul).	Stratégie globale	Sensibilisation à l'importance de la protection et de la promotion du patrimoine moderne de la région arabe.
EUR	Soutien de 9 980 dollars EU du Fonds du patrimoine mondial (assistance internationale) pour une campagne de sensibilisation à la Convention du patrimoine mondial en Arménie.		Traduction en arménien de tous les textes et manuels de base sur la mise en œuvre de la Convention du patrimoine mondial.
EUR	Événement-exposition « Celebrating new UNESCO World Heritage sites in Europe », organisé par l'UNESCO, la Commission européenne et le Parlement européen (novembre 2016). http://whc.unesco.org/fr/actualites/1586/		Discussion sur l'importance de l'inscription au patrimoine mondial et les opportunités créées pour le développement durable du tourisme.
LAC	Publication conjointe par les Éditions UNESCO et Editora Brasileira « <i>Rio de Janeiro, paysages cariocas entre la montagne et la mer</i> » (décembre 2016).		Diffusion d'informations sur le bien concerné.
LAC	Publication de 12 000 exemplaires de l'ouvrage « <i>A walkthrough the Historic Center of Rímac</i> » (promenade dans le centre historique de Rímac) par le bureau de l'UNESCO au Pérou et la municipalité de Rímac, qui seront distribués dans des écoles de ce quartier emblématique (janvier 2017). http://www.unesco.org/new/es/lima/communities/single-view/news/unesco_peru_y_el_rimac_lanzaran_publicacion_sobre_educac/		Sensibilisation des enfants et adolescents à l'importance de la conservation et de la mise en valeur des sites de leur patrimoine.

5C. Activités pour développer la sensibilisation et renforcer la participation des Communautés locales (Communautés)

RÉGION	ACTIVITÉS	DÉCISION	RÉSULTATS obtenus et DIFFICULTÉS rencontrées
GLO	Organisation de 58 chantiers d'actions sur 53 biens du patrimoine mondial et sites des listes indicatives, dans 35 pays, avec 48 organisations et institutions locales dans le cadre de la campagne de volontariat pour le patrimoine mondial 2016, sous le thème « Ensemble pour le patrimoine » (de mars à novembre 2016).		Participation des jeunes et des communautés locales à la préservation et à la promotion du patrimoine mondial.
GLO	Sélection de 52 projets d'actions sur 46 biens du patrimoine mondial et sites des listes indicatives, dans 32 pays, avec 47 organisations dans le cadre de la campagne de volontariat pour le patrimoine mondial 2017, sous le thème « Le patrimoine entre nos mains » (mai-novembre 2017).		Participation des jeunes et des communautés locales à la préservation et à la promotion du patrimoine mondial.
GLO	Partenariat avec la Polynesian Voyaging Society : coopération entre les secteurs des sciences naturelles et de la culture de l'UNESCO.		À l'occasion de ce tour du monde, le canoë Hōkūle'a s'est rendu sur douze sites marins du patrimoine mondial en renforçant la visibilité des autochtones qui

	http://whc.unesco.org/fr/actualites/1215/		vivent et travaillent sur ces sites et des problèmes rencontrés.
AFR	Organisation par l'ICOMOS/ICCROM/AWHF/EPA d'un atelier conjoint sur la participation des communautés à la conservation des sites du patrimoine mondial en Afrique (Abomey, Bénin). Il a réuni 12 experts africains, des représentants de l'ICOMOS, de l'ICCROM, du PNUD, de l'AWHF, de l'EPA, des gestionnaires de sites de Saint-Louis (Sénégal), de Bandiagara (Mali), d'Abomey (Bénin), de Barotse (Zambie) et des représentants du projet COMPACT.	36 COM 10D 40 COM 7B.18 40 COM 7B.64 39COM 7B.37 38 COM 8B.19	Amélioration des mécanismes de participation communautaire et renforcement de la participation communautaire à la gestion du site du patrimoine mondial.
AFR	Lancement de l'initiative COMPACT dans le Parc national du W du Niger.		Amélioration des moyens de subsistance des communautés locales et des bénéfices tangibles de la conservation du site.
AFR	Mise en œuvre d'activités lucratives pour les communautés locales dans la réserve de faune du Dja avec l'appui de la fondation Weber.		Renforcement de la participation des communautés locales dans la gestion du site et amélioration de leurs moyens de subsistance.
APA	Mise en œuvre de la phase finale du projet « The Power of Culture: Supporting Community-Based Management and Sustainable Tourism at World Heritage Sites in Southeast Asia » (pouvoir de la culture : appui de la gestion communautaire et du tourisme durable sur les sites du patrimoine mondial de Malaisie et d'Asie du Sud-Est), par le bureau de l'UNESCO à Jakarta en étroite partenariat avec le WHC et avec l'appui du gouvernement malais.	36 COM 5E	Organisation d'une série d'ateliers de formation personnalisés par site, animés par l'UNESCO, pour trois sites pilotes : Melaka et George Town, villes historiques du détroit de Malacca (Malaisie), Rizères en terrasses des cordillères des Philippines (Philippines) et le Paysage culturel de la province de Bali : le système des subak en tant que manifestation de la philosophie du Tri Hita Karana (Indonésie). Développement de projets de stratégies et de plans d'actions pour le tourisme durable sur les trois sites pilotes.
APA	Atelier 2016 sur le paysage culturel du Bhoutan à Paro et Thimphu (Bhoutan) (du 13 juillet au 3 août 2016).		L'un des objectifs de l'atelier consistait à sensibiliser et mobiliser les communautés locales dans la sauvegarde des paysages culturels du Bhoutan.
EUR	Mise en œuvre de la Convention du patrimoine mondial en Géorgie / Service consultatif de l'UNESCO sur le patrimoine culturel aux autorités géorgiennes.		Le WHC a proposé une assistance et des conseils techniques sur la participation communautaire, notamment à Mtskheta.
LAC	Approbation de la phase opérationnelle du projet « Vers une stratégie touristique soutenable et basée sur les communautés de la Vallée de Viñales, Cuba », financé par l'Agence espagnole de coopération internationale pour le développement.		Sensibilisation au rôle des communautés dans la mise en œuvre de la Convention du patrimoine mondial.

Annexe 2

Suivi des décisions adoptées par le Comité du patrimoine mondial à sa 40^e session (Istanbul/UNESCO, 2016)

DÉCISIONS ET POINTS	MIS EN ŒUVRE	EN COURS	RE-TARDÉS
40 COM 2 Admission des Observateurs	✓		
40 COM 3A Adoption de l'ordre du jour	✓		
40 COM 3B Adoption du calendrier	✓		
40 COM 5A Rapport du Centre du patrimoine mondial sur ses activités et sur la mise en œuvre des Décisions du Comité du patrimoine mondial		Voir document WHC/17/41.COM/5A	
40 COM 5B Rapports des Organisations consultatives		Voir document WHC/17/41.COM/5B	
40 COM 5C La Convention du patrimoine mondial et le développement durable		Voir document WHC/17/41.COM/5C	
40 COM 5D Rapport sur les Programmes thématiques du patrimoine mondial		Point prévu pour la 42 ^e session du Comité du patrimoine mondial, en 2018	
40 COM 6 Suivi de la Stratégie du patrimoine mondial pour le renforcement des capacités et rapport d'avancement sur les centres de catégorie 2 associés au patrimoine mondial		Voir document WHC/17/41.COM/6	
40 COM 7 État de conservation des biens inscrits sur la Liste du patrimoine mondial		Voir document WHC/17/41.COM/7	
40 COM 7A État de conservation des biens inscrits sur la Liste du patrimoine mondial en péril		Voir documents WHC/17/41.COM/7A et WHC/17/41.COM/7A.Add	
40 COM 7B État de conservation de biens inscrits sur la Liste du patrimoine mondial		Voir documents WHC/17/41.COM/7B et WHC/17/41.COM/7B.Add	
40 COM 8A Listes indicatives des États parties soumises au 15 avril 2016, conformément aux <i>Orientations</i>		Voir document WHC/17/41.COM/8A	
40 COM 8B Propositions d'inscription de biens sur la Liste du patrimoine mondial		Voir documents WHC/17/41.COM/8B et WHC/17/41.COM/8B.Add	

DÉCISIONS ET POINTS	MIS EN ŒUVRE	EN COURS	RE-TARDÉS
40 COM 8C Mise à jour de la Liste du patrimoine mondial en péril		Voir document WHC/17/41.COM/8C	
40 COM 8D Clarifications des limites et des superficies des biens par les États parties		Voir document WHC/17/41.COM/8D	
40 COM 8E Adoption des Déclarations rétrospectives de valeur universelle exceptionnelle		Voir document WHC/17/41.COM/8E	
40 COM 9A Rapport d'avancement sur la réflexion concernant les Processus en amont		Voir document WHC/17/41.COM/9A	
40 COM 10A Rapport d'avancement sur la réflexion sur les Rapports périodiques (2015-2017)		Voir document WHC/17/41.COM/10A	
40 COM 10B Suivi du Second cycle de l'exercice des Rapports périodiques dans toutes les régions		Voir document WHC/17/41.COM/10B	
40 COM 11 Révision des <i>Orientations</i>		Voir document WHC/17/41.COM/11	
40 COM 12 Rapport d'avancement sur le document des Orientations de politique générale		Point prévu pour la 42 ^e session du Comité du patrimoine mondial, en 2018	
40 COM 13A Suivi des recommandations des évaluations et audits sur les méthodes de travail : résultats du Groupe de travail ad-hoc		Voir document WHC/17/41.COM/12A	
40 COM 13B Suivi des recommandations du rapport de l'auditeur externe « Rapport d'audit de la gouvernance de l'UNESCO et des entités, fonds et programmes rattachés » (Document 38C/23)		Voir document WHC/17/41.COM/12B	
40 COM 14 Assistance internationale		Voir document WHC/17/41.COM/13	
40 COM 15 Présentation des comptes finaux du Fonds du patrimoine mondial pour 2014-2015 et mise en œuvre du Fonds du patrimoine mondial au titre de l'exercice biennal 2016-2017		Voir document WHC/17/41.COM/14	
40 COM 16 Questions diverses		Voir document WHC/17/41.COM/15	
40 COM 17 Élection du Président, des Vice-Présidents et du Rapporteur de la 41 ^e session du Comité du patrimoine mondial (2017)	✓		

DÉCISIONS ET POINTS	MIS EN ŒUVRE	EN COURS	RE-TARDÉS
40 COM 18 Ordre du jour provisoire de la 41 ^e session du Comité du patrimoine mondial (2017)		Voir document WHC/17/41.COM/3A	

Réunions d'experts sur le patrimoine mondial et autres réunions, janvier 2017 – décembre 2017

Note : à sa 35^e session (UNESCO, 2011), le Comité du patrimoine mondial, par la décision **35 COM 12B**, a demandé au Centre du patrimoine mondial de présenter annuellement une liste des réunions prévues. Il a demandé au Centre de documenter particulièrement toutes les réunions auxquelles le Secrétariat doit assister. Cette liste doit permettre au Comité de décider des priorités et de l'affectation des ressources humaines et financières disponibles. Cette annexe dresse donc la liste récapitulative des réunions prévues.

Réunion	Lieu	Dates	Contact/Responsable
Atelier technique sur la Liste indicative pour les pays africains anglophones	Mombassa (Kenya)	30 janvier – 1 février 2017	AWHF / CHDA
Conférence internationale de coordination sur le patrimoine culturel dans les zones libérées d'Iraq	Siège de l'UNESCO	23-24 février 2017	Bureau UNESCO hors siège à Bagdad + WHC/ARB
Centre du patrimoine mondial/Organisations consultatives	Siège de l'UNESCO	6-7 février 2017	WHC/PSM
Réunion régionale (États arabes) de réflexion sur l'application de l'approche du paysage urbain historique à la conservation des paysages culturels.	Chefchaouen (Maroc)	15-19 mai 2017 (À déterminer)	WHC/région arabe
Réunion 2017 du Comité scientifique international de	Lumbini et Kathmandu	16-18 février 2017	Organisation avec le LumbiniDevelopment Trust

Lumbini	(Népal)		et le Département d'archéologie, Népal
Réunion technique sur la sauvegarde de l'ancienne ville d'Alep après le conflit	Beyrouth (Liban)	1-3 mars 2017	Bureau UNESCO hors siège à Beyrouth + WHC/ARB
Atelier de réflexion : « L'implication effective des communautés locales dans la gestion des biens du patrimoine culturel »	Abomey-Bohicon (Bénin)	2-3 mars 2017	WHC/AFR
Comité scientifique international THEOPHILOS de l'ICOMOS et ICIP: Conférence sur les lieux de mémoire - Protection, Conservation, Interprétation	Florence, Italie	8-10 mars 2017	ICOMOS
Atelier du forum universitaire de l'ICOMOS sur l'authenticité et la reconstruction	Siège de l'ICOMOS, Charenton-le-Pont	13-15 mars 2017	ICOMOS
Atelier sur la documentation et les archives en Iraq	Bagdad (Iraq)	À déterminer	Bureau UNESCO hors siège à Bagdad + WHC/ARB
Réunion d'experts sur la reconstruction urbaine et le cas d'Alep	Beyrouth (Liban)	6-7 mars 2017	Bureau UNESCO hors siège à Beyrouth + WHC/ARB
Conférence « Avantages Au - delà des inscriptions : tirant parti de la marque de l'UNESCO pour le développement du tourisme durable dans les pays	Bardejov (Slovaquie)	5 mai 2017	WHC/LAC/Programme tourisme + Délégation permanente de la Slovaquie auprès de l'UNESCO

d'Europe centrale ».			
Sessions d'information/orientation pour la 41 ^e session du Comité du patrimoine mondial	Siège de l'UNESCO	23 mai 2017	WHC/PSM
Atelier international pour la formulation d'un plan de suivi et de sauvegarde du patrimoine immatériel associé à Qhapaq Ñan, réseau de routes andin	La Paz (Bolivie)	24-26 mai 2017	WHC/LAC et Université de Nariño (Colombie) and Ministère de la Culture de Bolivie
Atelier de renforcement des capacités sur la mise en œuvre de la Convention du patrimoine mondial dans les pays lusophones d'Afrique de l'Ouest et du Centre	Cidade Velha (Cap Vert)	29–31 mai 2017	WHC/AFR
Atelier sur les interventions d'urgence sur le patrimoine culturel et, notamment, le site de Bosra	Beyrouth (Liban)	Juin 2017 (À déterminer)	Bureau UNESCO hors siège à Beyrouth +WHC/ARB
Atelier sur les interventions d'urgence pour la sauvegarde du patrimoine culturel iraquien	Bagdad (Iraq)	À déterminer	Bureau UNESCO hors siège à Bagdad + WHC/ARB
Réunion du Groupe européen de l'ICOMOS	Berlin, Allemagne	3-6 juin 2017	ICOMOS
Atelier international pour la conservation des structures en pierre pour les représentants des communautés locales et des unités de gestion locales	Chimborazo (Equateur)	21-24 juin 2017	WHC/LAC et Gouvernement autonome décentralisé du canton Alausi (Equateur)

de Qhapaq Ñan, réseau de routes andin			
41 ^e session du Comité du patrimoine mondial	Cracovie (Pologne)	2-12 juillet 2017	WHC + Pologne
ICOMOS Portugal et ARTIS : « Preserving transcultural heritage: your way or my way? »	Lisbonne (Portugal)	5-8 juillet 2017	ICOMOS
Atelier international pour la formation au développement des Etudes d'impact sur le patrimoine (EIP) pour Qhapaq Ñan, réseau de routes andin	Santiago du Chili (Chili)	Août 2017	WHC/LAC + Direction des Bibliothèques, Archives et Musées (DIBAM, Chili)
Comité scientifique international de l'ICOMOS pour la documentation du patrimoine (CIPA) : 26 ^e symposium, procédures numériques pour la conservation	Ottawa (Canada)	28 août – 1 septembre 2017	ICOMOS
Comité scientifique international ICOFORT de l'ICOMOS : conférence internationale MILITAGE	Norvège	4-7 septembre 2017	ICOMOS
Atelier régional pacifique pour la révision du Plan d'action sur le patrimoine mondial en 2016-2020	Palau	6–8 septembre 2017 (à confirmer)	UNESCO Apia + WHC/APA
Symposium international sur le futur des statues des Bouddhas de Bâmiyân	Tokyo (Japon)	27-30 septembre 2017	UNESCO Kaboul + WHC/APA

Comité scientifique international sur le patrimoine polaire de l'ICOMOS	Christchurch (Nouvelle-Zélande)	28-29 septembre 2017	ICOMOS
21 ^e Assemblée générale des États parties à la Convention du patrimoine mondial	Siège de l'UNESCO	Novembre 2017 (dates à confirmer)	WHC
Atelier de formation du patrimoine mondial sur les Etudes d'impact sur le patrimoine/environnemental pour la région pacifique.	Fiji	20 November - 01 December 2017 (tbc)	WHITR-AP + WHC/APA
19 ^e Assemblée générale de l'ICOMOS	Delhi (Inde)	11-15 décembre 2017	ICOMOS
Deuxième conférence mondiale UNWTO/UNESCO sur le tourisme et la culture: Favoriser le développement durable	Muscat (Sultanat d'Oman)	11-12 décembre 2017	WHC/LAC/Programme tourisme + UNWTO (Organisation mondiale du tourisme)

RAPPORT SUR L'AUTORISATION D'UTILISATION DE L'EMBLÈME DU PATRIMOINE MONDIAL

(mars 2016 - février 2017)

Selon la nature des demandes, celles-ci sont gérées directement par le Centre du patrimoine mondial, ou dirigées vers l'organe compétent (Secteur de l'UNESCO pour les Relations extérieures et l'information du public, commissions nationales, autres secteurs de l'UNESCO ou autre).

Les demandes d'utilisation de l'emblème du patrimoine mondial sont traitées par l'Unité des services communs des conventions, conformément au Chapitre VIII des *Orientations*, complété par le tableau d'utilisations de l'emblème du patrimoine mondial (Annexe 14) adopté par le Comité du patrimoine mondial à l'occasion de sa 39^e session.

Entre le 26 mars 2016 et le 15 février 2017, l'Unité des services communs des conventions a reçu et répondu à 249 demandes liées à l'emblème du patrimoine mondial :

- 99 demandes émanant de sites du patrimoine mondial ou des autorités nationales compétentes pour la création de leur emblème spécifique pour utilisation dans de la documentation et/ou durant des événements spéciaux ;
- 9 demandes émanant d'autorités nationales pour la création des emblèmes de l'intégralité de leurs sites du patrimoine mondial en plusieurs langues ;
- 82 demandes d'entités gestionnaires de sites du patrimoine mondial ou d'autorités locales ou nationales pour des conseils ou la validation de matériel contenant l'un des emblèmes composés UNESCO/patrimoine mondial ;
- 9 demandes émanant de Bureaux hors-Siège de l'UNESCO ou d'autres secteurs de programme de l'UNESCO pour des activités liées au patrimoine mondial ;
- 29 demandes émanant de commissions nationales, d'institutions, de programmes ou autres pour l'utilisation de l'emblème pour une activité ou des éléments de documentation ou d'information (voir tableau ci-dessous) ;
- 21 demandes refusées pour non-conformité avec les *Orientations*.

Durant cette période, l'Unité des services communs des conventions a également traité 16 cas d'usage abusif de l'emblème du patrimoine mondial ou d'un emblème composé :

- Copie et utilisation sans demande formelle préalable ou autorisation ;
- Modification pour créer un emblème propre ;
- Association à des emblèmes locaux ;
- Utilisation pour des événements ou activités non soutenus par le Centre du patrimoine mondial, etc.

Dans de tels cas, les entités responsables ont été contactées et priées de retirer ces logos non autorisés et/ou de les remplacer par le logo officiel autorisé le cas échéant. Les autorités

nationales ont été informées (et le service juridique de l'UNESCO a été consulté lorsque nécessaire).

Ne figurent pas dans ce tableau :

- Les demandes d'utilisation des emblèmes de l'UNESCO et du patrimoine mondial dans le cadre d'accords contractuels ou de partenariats (cf. Annexe 5 du document) ;
- Les utilisations faites par les centres de catégorie 2 de leur logo propre sauf demande d'utilisation d'autres logos du patrimoine mondial ;
- Les demandes d'utilisation de l'emblème accordées directement par les commissions nationales ou les points focaux nationaux pour l'emblème du patrimoine mondial.

Toutes les demandes ci-dessous (par ordre alphabétique des États parties) nécessitaient et ont obtenu l'accord préalable des États parties concernés.

Pays	Partie requérante	Date de réception	Description	Emblème accordé	Com-mentaires
Belgique	Wallonie-Bruxelles Tourisme	05/12/2016	Carte touristique de Wallonie, des provinces de Hainaut, Namur et Liège	Emblème du patrimoine mondial seul	
Belgique	Institut du Patrimoine wallon	25/05/2016	Publication d'une série <i>Les Itinéraires du Patrimoine</i> consacrée aux cathédrales, collégiales et basiliques	Emblème du patrimoine mondial seul	
Canada	National Geographic	09/06/2016	Publication sur les sites historiques du Canada	Emblème du patrimoine mondial seul	+ « Patrimoine Mondial au Canada »
Costa Rica	Marviva Coordinacion Regional Seguimiento de Proyectos	01/04/2016	Projet de Jeunes du patrimoine mondial sur la biodiversité marine et le changement climatique – lettre de clôture remerciant les donateurs dans la partie « contributeurs en nature »	Patrimoine mondial	Co-organisation avec le WHC, Programme de la jeunesse
Espagne	Groupe espagnol des Villes du patrimoine mondial	26/09/2016	2 ^e rencontre des associations européennes du patrimoine mondial - banderoles	Emblème du patrimoine mondial seul	

États-Unis	Parc historique national des missions de San Antonio	27/01/2017	Panneaux d'entrée	Emblème du patrimoine mondial seul	Emblème demandé, emblème propre au site recommandé. Pas de réponse
États-Unis	Papahānaumokuākea	06/02/2017	Vidéo sur le programme marin	Emblème du patrimoine mondial seul	+ emblème propre au site
France	Fondation Le Corbusier / Office du tourisme de Marseille	22/12/2016	Brochure touristique sur Marseille. Pictogramme sur une photo de l'Unité d'habitation à Marseille	Emblème du patrimoine mondial seul	
France	Office de Tourisme Intercommunal de Saint Dié des Vosges	06/10/2016	Brochure touristique promotionnelle, illustration d'une photo de <i>L'usine Claude et Duval</i> , conçue par Le Corbusier, contribution exceptionnelle au mouvement moderne*	Emblème du patrimoine mondial seul	
France	Lycée d'Hôtellerie et de Tourisme Blois Val de Loire	09/09/2016	Atelier pour la 1 ^{ère} année du BTS Tourisme sur : la découverte de l'UNESCO, son label du patrimoine mondial et les raisons de l'inscription du Val de Loire.	Emblème du patrimoine mondial seul	Pas de suivi
France	Editions Didier, manuels scolaires	05/04/2016	Manuel <i>FLE (Français Langue Etrangère)</i> intitulé « <i>Edito, A1</i> » avec une page d'exercice sur le patrimoine mondial	Emblème du patrimoine mondial seul	
France	Mission Réseau Vauban	20/12/2016	Poteau indicateur « Fortifications de Vauban »	Emblème du patrimoine mondial seul	
Italie	Editor	13/09/2016	Ouvrage sur les "Palazzi dei Rolli"	Emblème du patrimoine mondial seul	Suivi par les autorités italiennes

Japon	Fédération nationale des associations UNESCO du Japon	29/09/2016	Livre 2016 du patrimoine mondial	Emblème du patrimoine mondial seul	
Japon	Université de Tsukuba	19/07/2016	Série d'ateliers sur les liens entre nature et culture dans le domaine de la conservation du patrimoine en Asie-Pacifique (CBWNCL)	« En coopération avec le Centre du patrimoine mondial »	
Japon	Shirakami-Sanchi	13/01/2017	Panneaux routiers autour du site	Emblème du patrimoine mondial seul	
Pologne	Fédération polonaise de camping et caravanning	07/06/2016	Ré-impression d'une carte indiquant les campings en Pologne + sites polonais du patrimoine mondial	Emblème du patrimoine mondial seul	
République Unie de Tanzanie	Zone de conservation de Ngorongoro	28/11/2016	Souvenirs	Emblème du patrimoine mondial seul	
République-Unie de Tanzanie/Chine	Déclaration de Ngorongoro	08/06/2016	Conférence internationale : « La sauvegarde du patrimoine mondial africain, moteur de développement durable »	Convention du patrimoine mondial	Co-organisée avec le Centre du patrimoine mondial de l'UNESCO
Royaume-Uni	National Trust for Scotland	06/12/2016	Utilisation de l'emblème du patrimoine mondial dans une vidéo sur St Kilda	Emblème du patrimoine mondial seul	
Royaume-Uni	Ensemble des grottes de Gorham, Gibraltar	22/02/2016	Icône permettant d'accéder au site web du patrimoine mondial ; uniformes et casquettes du personnel sur site ; panneaux routiers	Emblème du patrimoine mondial seul	
Rwanda	Commission Nationale de Lutte contre le Génocide	27/10/2016	Atelier sur le patrimoine mondial et les lieux de mémoire, novembre 2016	« Avec le soutien du Centre du patrimoine mondial »	

Autres (demandes non attachées à un pays particulier) :

	African Wildlife Foundation	14/09/2016	Lettre d'information avec le logo dans la partie « Partenaires de financement »	Centre du patrimoine mondial	Co-financement par le WHC
	Editions Atlas/Geo4maps	06/04/2016	Atlas UNESCO	« Avec le soutien du Centre du patrimoine mondial »	Publication conjointe avec l'ERI
	Harper Collins	29/04/2016	Édition 2016 de « <i>The World's Heritage</i> »	« Avec le soutien du Centre du patrimoine mondial »	Publication conjointe avec l'ERI
	UICN	26/08/2016	Événement spécial sur le Programme marin dans le pavillon des océans, Congrès mondial de la nature (du 1er au 10 septembre, Honolulu)	« En coopération avec le Centre du patrimoine mondial »	
	UICN	14/06/2016	Manuels pour les gestionnaires de sites, les autorités nationales et les différentes organisations internationales sur les Convention du patrimoine mondial et de Ramsar, les réserves de biosphère et géoparcs mondiaux de l'UNESCO	Centre du patrimoine mondial	Emblème inséré dans la catégorie des « partenaires »
	National Geographic	15/12/2016	Court-métrage de promotion du programme marin et de la conservation des océans avec Sven Lindblad, membre d'OceanElders	Convention du patrimoine mondial	En coopération avec le programme marin du patrimoine mondial
	Organisation mondiale du mouvement scout	22/08/2016	Page web dédiée à l'initiative conjointe + page des partenaires	« En partenariat avec le Centre du patrimoine mondial »	

Inventaire des partenariats du patrimoine mondial

La décision **37 COM 5D** demandait au Secrétariat de continuer à rendre compte, de manière analytique, de la mise en œuvre de la stratégie du PACTe en soumettant à chaque réunion ordinaire du Comité du patrimoine mondial un inventaire détaillé des partenariats en cours et envisagés, en tant qu'Annexe au Rapport du Centre du patrimoine mondial, en utilisant le modèle en vigueur.

Le **Tableau 1** présente une liste des partenariats en cours entre le Centre du patrimoine mondial, le secteur privé et des fondations en mars 2017, établis selon la stratégie du PACTe adoptée par le Comité du patrimoine mondial à sa 37^e session en 2013, ainsi qu'avec le cadre réglementaire du PACTe.

Pour chaque partenariat, le tableau donne, par ordre alphabétique du nom des partenaires, une description, les fonds perçus en 2016 (le cas échéant), les résultats escomptés, les principaux produits/résultats obtenus, l'utilisation de l'emblème et une évaluation indicative des bénéfices pour le patrimoine mondial. Il lie également chaque partenariat aux objectifs stratégiques pertinents (les « 5 C ») et aux domaines de coopération bénéficiant du partenariat.

Le tableau indique aussi les dates de signature et d'expiration de chaque partenariat et, le cas échéant, si le partenariat est nouveau, s'il a été renouvelé depuis la dernière session du Comité, si un renouvellement est envisagé dans la période allant du rapport actuel au prochain rapport au Comité ou si le partenariat a été terminé depuis le dernier rapport soumis au Comité. Au cours de la période de mars 2016 à mars 2017, deux nouveaux partenariats ont été signés, trois ont été renouvelés et deux ont pris fin.

Sur cette période, de nouvelles initiatives ont été étudiées pour augmenter la capacité de collecte de fonds du WHC. On peut citer la définition d'une stratégie de dons des visiteurs des sites du patrimoine mondial, des prestations pour les contributions financières faibles à moyennes non affectées (entre 20 000 et 50 000 dollars EU), l'étude d'un fonds de dotation de l'UNESCO, permettant aux donateurs de profiter de réductions d'impôts, la définition d'un système de donation pour permettre aux philanthropes de choisir le Centre du patrimoine mondial de l'UNESCO, l'organisation d'expositions dans les aéroports internationaux, une coopération avec les cartes internationales de paiement et les paiements par carte des services de conciergerie des hôtels et aéroports et l'exploitation du fichier d'abonnés sur le site web du patrimoine mondial.

Le **Tableau 2** présente les partenariats envisagés en cours de discussion ou qui font actuellement l'objet d'une évaluation interne et/ou d'une validation externe.

Tableau 1 - INVENTAIRE DES PARTENARIATS DU PATRIMOINE MONDIAL EN COURS EN MARS 2017 (par ordre alphabétique)

N°	Description du partenariat et contribution financière convenue (le cas échéant)	Montants reçus en 2016 ¹ (en dollars EU ou convertis)	Résultats escomptés	Principaux produits/résultats obtenus	Utilisation de l'emblème ²	Accords signés ³	Évaluation des bénéfices	Objectifs stratégiques et domaines de coopération concernés
1	A&E Television Networks LLC. - HISTORY (Channel), États-Unis Production de documentaires et d'histoires audiovisuelles sur le patrimoine mondial produites et diffusées par HISTORY. 169 500 dollars EU (pour 3 ans) À renouveler	56 500	Compréhension accrue de la Convention du patrimoine mondial au niveau mondial, et en particulier aux États-Unis.	HISTORY fait connaître le patrimoine mondial par ses 4 lettres d'information trimestrielles Idea Book for Educators envoyées à 300 000 enseignants abonnés ; assure une visibilité en ligne (sites internet Save our history et HISTORYclassrooms) ; prépare des annonces d'intérêt public pour diffusion télévisuelle et en ligne.	Dans les annonces d'intérêt public et les documents associés au projet.	Fonds-en-dépôt signé le 18 mai 2011 Début : mai 2011 Prolongé en mai 2014 Fin : mai 2017	Promotion mondiale du PM. Les films promotionnels peuvent être visionnés sur YouTube et sur le site internet du Centre du patrimoine mondial. Ce projet a amené le bureau A&T du Royaume-Uni à produire une série de nouveaux documentaires sur le patrimoine mondial concernant des sites polonais et britanniques. Production d'un clip vidéo sur les partenariats du patrimoine mondial. Participation à l'initiative #Unite4Heritage. Démarrage d'une nouvelle production en mars 2017 en Allemagne (6 millions d'abonnés) sur l'impact de la destruction du patrimoine culturel.	Communication Éducation

¹Les montants reçus en 2016 n'ont pas été certifiés par le Bureau de la gestion financière de l'UNESCO.

²Strictement réglementé selon les termes de l'accord signé (en particulier chaque ressource comportant le nom, les emblèmes de l'UNESCO et du Centre du patrimoine mondial feront l'objet de l'approbation par le Centre du patrimoine mondial et si nécessaire par ERI)

³Tous les accords sont disponibles sur le site internet du Centre du patrimoine mondial <http://whc.unesco.org/en/agreements> (pages protégées par des mots de passe et réservées aux États parties)

N°	Description du partenariat et contribution financière convenue (le cas échéant)	Montants reçus en 2016 ¹ (en dollars EU ou convertis)	Résultats escomptés	Principaux produits/résultats obtenus	Utilisation de l'emblème ²	Accords signés ³	Évaluation des bénéfices	Objectifs stratégiques et domaines de coopération concernés
2	Semaine de l'architecture de Prague, République tchèque Sensibilisation à la Convention du patrimoine mondial et, notamment, à l'architecture, à l'urbanisme et à l'aménagement paysager. 169 500 dollars EU (pour 3 ans)	29 895	Compréhension accrue de la Recommandation concernant le paysage urbain historique et des politiques de l'UNESCO sur le développement et la sauvegarde architecturaux et urbains Sensibilisation des jeunes à la nécessité de préserver le patrimoine architectural.	Organisation d'expositions conjointes, y compris au siège de l'UNESCO. Organisation du projet éducatif « Playful Architecture » (architecture amusante).	Sur les supports de communication pour la semaine de l'architecture de Prague, sur le catalogue, le site Internet du partenaire, la correspondance et les expositions conjointes.	Contrat de partenariat signé en octobre 2015 Fin : octobre 2018	La semaine de l'architecture est une plateforme internationale de dialogue sur les problématiques concernant la Convention du patrimoine mondial.	Communication Éducation
3	Evergreen Digital Contents, Japon Contribution au programme d'éducation du patrimoine mondial et à la promotion de nouveaux partenariats. 40 000 dollars EU (un an) Terminé	40 000	Sensibilisation des jeunes et du grand public au patrimoine mondial	Contribution à la production du dessin-animé <i>Patrimonto</i> .	Supports liés au projet éducatif (site Internet, publicités, dessin animé).	Lettre de contribution signée en mai 2016	Revenus pour le programme d'éducation du patrimoine mondial, la communication et les activités de sensibilisation.	Communication Éducation
4	Fondation Franz Weber, Suisse La Fondation Franz Weber soutient le Fonds de réponse rapide et les projets de préservation du patrimoine naturel. 750 000 dollars EU (pour 5 ans) À renouveler	150 000	Fonds de réponse rapide amélioré grâce à un financement supplémentaire (le Fonds a été créé en 2005 avec Fauna and Flora International afin de lever des fonds pour répondre aux situations d'urgence sur les sites du patrimoine naturel). Préservation améliorée de	Entre janvier 2016 et février 2017, le Fonds de réponse rapide a reçu 58 demandes de petites subventions d'urgence : 34 d'Afrique, 13 d'Amérique latine et des Caraïbes, 1 de la région arabe et 10 des régions Asie-Pacifique. Octroi de trois subventions, pour un total de 55 500 dollars EU, pour l'Afrique, l'Amérique latine et	Sur les sites internet respectifs et sur les documents concernant le projet.	Fonds-en-dépôt Début : janvier 2013 Fin : janvier 2018	La contribution de la Fondation Weber au Fonds de réponse rapide a déjà financé une intervention d'urgence sur un bien du patrimoine mondial (Sanctuaire de faune et de flore de Malpelo, Colombie) et deux sites inscrits sur les Listes indicatives (Parc national des volcans au Rwanda et Tonlé Sap au Cambodge). Les études menées à bien ont	Conservation Renforcement des capacités Communautés Patrimoine mondial naturel

N°	Description du partenariat et contribution financière convenue (le cas échéant)	Montants reçus en 2016 ¹ (en dollars EU ou convertis)	Résultats escomptés	Principaux produits/résultats obtenus	Utilisation de l'emblème ²	Accords signés ³	Évaluation des bénéfices	Objectifs stratégiques et domaines de coopération concernés
			la Réserve de faune de Dja, Cameroun, menacée par le braconnage et l'impact négatif d'un projet de barrage, de l'exploitation minière et du déboisement.	l'Asie-Pacifique. Sur le site de Dja, documentation d'un système de gestion traditionnelle pour renforcer la conservation du site, actions pilotes pour améliorer les sources de revenus des communautés locales, campagne d'éducation et équipement en 4x4 pour lutter contre le braconnage.			contribué à améliorer la connaissance environnementale et traditionnelle du bien, dans l'optique de promouvoir sa protection et sa conservation durable. Le soutien financier de la Fondation Weber a servi de catalyseur pour obtenir un financement important du gouvernement du Cameroun pour l'évaluation environnementale stratégique et sociale des projets de développement autour du site de Dja. Des activités lucratives, à travers la culture du cacao et les associations de femmes, contribueront à améliorer les moyens de subsistance des communautés locales tout en assurant la conservation du patrimoine matériel.	
5	Google Inc., États-Unis Le projet permet aux internautes de visiter virtuellement une sélection de biens du patrimoine mondial. Non financier. Renouvelé (reconduction tacite tous les ans)		Aider à diffuser le message sur la préservation du PM et lui permettre d'atteindre un vaste public. Sensibilisation accrue dans le monde entier.	Le site internet du projet World Wonders de Google permet des visites virtuelles des sites du patrimoine mondial.	Sur le site internet du projet World Wonders de Google.	Accord de licence. Début : 29 mai 2012	En attente des statistiques de Google pour évaluer correctement le projet. Les efforts visent à étendre le partenariat pour renforcer les bénéfices pour le patrimoine mondial.	Communication

N°	Description du partenariat et contribution financière convenue (le cas échéant)	Montants reçus en 2016 ¹ (en dollars EU ou convertis)	Résultats escomptés	Principaux produits/résultats obtenus	Utilisation de l'emblème ²	Accords signés ³	Évaluation des bénéfices	Objectifs stratégiques et domaines de coopération concernés
6	GSP – Our Place World Heritage Ltd et Our Place Publishing Ltd, Nouvelle-Zélande Création d'une base de données d'images sur le patrimoine mondial. OUR PLACE fournit des photos pour les galeries du site internet du Centre du patrimoine mondial et a également fourni de nombreuses images pour des publications de l'UNESCO et de tiers associés. Non financier. Renouvelé		Banque de photos enrichie et sensibilisation accrue aux sites du PM.	Our Place et son réseau international de photographes professionnels enrichissent une vaste base de données d'images pour aider à la promotion des efforts de conservation et du message du PM. En 2016, Our Place a fourni plus de 50 photos haute résolution de sites du patrimoine mondial pour produire un film diffusé à l'occasion de la COP 21.	Sur le site internet et dans des expositions organisées par Our Place et présentant des images du PM.	Compte spécial du Fonds du patrimoine mondial. Protocole d'entente signé en 2006. Accord signé en 2008 et terminé en 2012. Nouvel accord Début : mars 2014 Fin : mars 2017	Our Place a actuellement photographié plus de 400 sites du patrimoine mondial dans 96 pays et possède des archives de plus de 45 000 images du patrimoine mondial aux droits exclusifs. Accessibilité à cette base de données pour l'UNESCO et pour les sites du patrimoine mondial. Participation à l'initiative #Unite4Heritage.	Communication
7	Fondation Cihang de la province d'Hainan, Chine Redressement et réhabilitation du patrimoine culturel de la vallée de Kathmandu (Népal). 999 934 dollars EU (3 ans). Coordination et mise en œuvre par le bureau de Kathmandu avec le soutien du siège. Nouveau (bureau de Kathmandu)		Création d'opportunités d'emploi et de formations en lien avec le patrimoine culturel du Népal, le tourisme étant essentiel pour l'économie locale.	Suivi, évaluation et réduction des risques pour les monuments et sites. Étude scientifique des fondations, actions de recherche et de conservation. Création d'une base de données systématique du patrimoine culturel du Népal.		Fonds-en-dépôt Début : janvier 2017 Fin : janvier 2020	Le projet vient de démarrer. Il contribuera au redressement de l'économie locale. Il sera évalué avant la fin prévue en 2020.	Conservation Communautés

N°	Description du partenariat et contribution financière convenue (le cas échéant)	Montants reçus en 2016 ¹ (en dollars EU ou convertis)	Résultats escomptés	Principaux produits/résultats obtenus	Utilisation de l'emblème ²	Accords signés ³	Évaluation des bénéfices	Objectifs stratégiques et domaines de coopération concernés
8	Jaeger-Lecoultre (Manufacture), Suisse Partenariat de développement et de sensibilisation au programme marin 420 000 euros (3 ans) (140 000 euros par an) Terminé	158 730	Soutien à la mise en œuvre du Programme marin du Centre du patrimoine mondial avec un soutien statutaire aux activités du Centre du patrimoine mondial concernant les biens marins. Sensibilisation accrue au PM, en particulier aux 47 sites marins + contributions ciblées en coopération avec certains	Soutien d'un réseau mondial de gestionnaires de sites partageant les meilleures pratiques de gestion et servant de modèles pour d'autres aires marines protégées du monde Appui de l'expert marin dans la gestion des dossiers sur l'état de conservation du patrimoine mondial et dans les autres tâches du Centre du patrimoine mondial concernant les biens marins	Documentation sur le projet	Fonds-en-dépôt signé en mars 2014 Fin : mars 2017	Ce projet permet au Centre du patrimoine mondial de continuer à proposer une expertise technique sur les dossiers sur l'état de conservation des sites naturels (marins), notamment pour la Grande Barrière, le récif de la barrière du Belize, le parc national du Banc d'Arguin, etc.	Conservation Crédibilité Renforcement des capacités Communautés Communication Patrimoine naturel (marin)
9	KobiGraphis, Japon Production du calendrier du PM de Panasonic et du calendrier du PM version jeunes. Contribution annuelle de 55 000 dollars EU + royalties.	55 000 +3 639 (royalties)	Sensibilisation accrue au patrimoine mondial.	Production du calendrier du PM de Panasonic et du calendrier du PM version jeunes. Création d'une version internet en 2011. Application iPad gratuite lancée en 2012, ainsi que plusieurs expositions organisées au Japon au cours de la même année. Calendrier vendu par les circuits de distribution de l'UNESCO et de Panasonic.	Calendrier. Site internet. Appli iPad.	Compte spécial du Fonds du patrimoine mondial Accords de partenariats signés en 1996, 2001, 2007 et prolongés par amendements. Début : 1996 Fin : 2019	Ce calendrier a renforcé la visibilité des sites du patrimoine mondial	Communication
10	Commission nationale coréenne pour l'UNESCO, République de Corée* Soutient le développement de nouveaux partenariats pour la conservation du patrimoine mondial.	30 000	Renforcement de la capacité du Secrétariat à mobiliser des ressources du secteur privé notamment pour soutenir des sites figurant sur la Liste du patrimoine mondial en péril.	Organisation d'événements en marge du Comité du patrimoine mondial (sessions 2016-2018) pour présenter la coopération en cours avec le secteur privé et sensibiliser de nouveaux prospects.	Sur des communiqués de presse et à l'occasion des événements des partenaires.	Lettre de contribution au Fonds du patrimoine mondial signée en novembre 2015	À l'issue des trois ans, les résultats de la mobilisation de ressources, dans le cadre de l'événement des partenaires, seront communiqués.	Communication Conservation

N°	Description du partenariat et contribution financière convenue (le cas échéant)	Montants reçus en 2016 ¹ (en dollars EU ou convertis)	Résultats escomptés	Principaux produits/résultats obtenus	Utilisation de l'emblème ²	Accords signés ³	Évaluation des bénéfices	Objectifs stratégiques et domaines de coopération concernés
	100 000 dollars EU (3 ans). *Cette contribution est versée par une Commission nationale mais elle est quand même indiquée dans la mesure où les fonds ont été donnés par des sociétés coréennes à l'initiative de la Commission nationale coréenne.							
11	Mercedes-Benz, Chine Conservation et gestion des sites chinois du patrimoine mondial. 1 680 000 dollars EU (3 ans) Coordination et mise en œuvre par le bureau de Beijing avec le soutien du siège. Nouveau (bureau de Beijing)		Renforcement des capacités, renforcement de l'efficacité de la gestion, moyens de subsistance durables sur les sites du patrimoine mondial, sensibilisation et diffusion auprès du public.	Système d'évaluation de l'efficacité de la gestion du patrimoine mondial avec un mécanisme de rapport annuel, de suivi et de réunions sur les sites naturels chinois du patrimoine mondial. Promotion de moyens de subsistance durables sur les sites du patrimoine mondial en faisant participer plus largement les parties prenantes.	Sur tous les supports de communication du projet	Fonds-en-dépôt Phase III Début : janv. 2017 Fin : mars 2020	Ce projet cherchera à trouver un équilibre entre conservation et utilisation des sites chinois du patrimoine mondial pour obtenir un développement économique, social et environnemental durable. Il sera évalué à l'issue de la Phase III.	Conservation Communautés Renforcement des capacités
12	FNAUJ (Fédération nationale des associations UNESCO du Japon) et société DeNa, Japon Accord tripartite de financement du patrimoine mondial au moyen d'un jeu en ligne intégrant 100 sites du patrimoine mondial. Dons en ligne. À renouveler sous réserve d'une contribution financière au Centre du patrimoine mondial		Sensibilisation, notamment des jeunes, au patrimoine mondial et à l'UNESCO.	Développement du jeu « <i>World HeritageRunner</i> »	Dans le jeu	Lettre d'accord signée en mars 2015 Fin : février 2017	Pour 2016, le partenaire indique le nombre de téléchargements suivant : ▼ Android (fév. 2015 – fév. 2017) : 2 015 ▼ iOS (fév. 2015 – fév. 2017) : 2 639 DeNa n'a pas communiqué les dons en ligne. La société considère ce jeu comme un élément d'action dans le cadre de sa responsabilité sociale, principalement dans un souci de visibilité. L'intérêt financier reste à démontrer.	Communication Éducation

N°	Description du partenariat et contribution financière convenue (le cas échéant)	Montants reçus en 2016 ¹ (en dollars EU ou convertis)	Résultats escomptés	Principaux produits/résultats obtenus	Utilisation de l'emblème ²	Accords signés ³	Évaluation des bénéfices	Objectifs stratégiques et domaines de coopération concernés
13	Polynesian Voyaging Society Sensibilisation au patrimoine mondial et, notamment, aux sites marins, avec des histoires, des photos et des films des expéditions. Non financier. À terminer		Renforcement de la visibilité des sites marins du patrimoine mondial, des autochtones qui vivent et travaillent sur ces sites et des problèmes rencontrés sur place.	Renforcement de la sensibilisation et des échanges des communautés locales de 13 sites marins du patrimoine mondial.	Documentation sur le projet	Lettre d'accord Début : novembre 2014 Fin : novembre 2017	Ce projet est particulièrement destiné aux petits États insulaires en développement possédant des sites marins du patrimoine mondial, pour sensibiliser les communautés locales aux difficultés de conservation et à la valeur des sites du patrimoine mondial.	Communautés Communication Conservation
14	Seabourn, États-Unis Partenariat stratégique axé sur la sensibilisation à la conservation du patrimoine et au tourisme durable en mobilisant des ressources durables pour la conservation à long terme du patrimoine mondial. 1 282 850 dollars EU (4 ans).	518 850	Sensibilisation accrue et soutien à la protection et à la sauvegarde des biens du patrimoine et du patrimoine mondial et au développement durable du tourisme par un groupe d'acteurs influent ; Efficacité démontrée de la préservation de la valeur culturelle et naturelle des sites du patrimoine mondial avec des activités de renforcement des capacités destinées aux gestionnaires de sites et autres acteurs ; Renforcement de l'implication des groupes d'acteurs clés au moyen d'un programme incitatif visant à impliquer les communautés locales et le secteur privé du tourisme présent dans et autour des biens du patrimoine mondial.	Établissement et promotion de produits et services touristiques authentiques, durables et responsables assurant une expérience de grande qualité et un faible impact lors des visites des sites du patrimoine mondial. Renforcement de la sensibilisation des acteurs clés avec des activités de communication ciblées. Renforcement des capacités des gestionnaires de sites avec des activités de renforcement des capacités des réseaux transnationaux.	Site internet et clips vidéo. Brochures et autre documentation imprimée expliquant la Convention du patrimoine mondial	Accord-cadre révisé signé en mars 2016 Fin : décembre 2019	Le partenariat Seabourn a démontré qu'il était possible de sensibiliser et de mobiliser les voyageurs avec un partenaire du secteur privé. Ce soutien a permis au Programme sur le Patrimoine Mondial et le tourisme durable de l'UNESCO de mettre en œuvre son plan d'actions et d'obtenir un financement supplémentaire de la Commission européenne de 3 millions d'euros.	Tourisme durable Sensibilisation Renforcement des capacités Conservation

N°	Description du partenariat et contribution financière convenue (le cas échéant)	Montants reçus en 2016 ¹ (en dollars EU ou convertis)	Résultats escomptés	Principaux produits/résultats obtenus	Utilisation de l'emblème ²	Accords signés ³	Évaluation des bénéfices	Objectifs stratégiques et domaines de coopération concernés
15	TOKYO BROADCASTING SYSTEM (TBS), Japon Production d'une série de films de 30 minutes sur le patrimoine mondial intitulée « Le patrimoine mondial » diffusée chaque semaine par TBS. Depuis 2006 : 40 000 dollars EU par an. Renouvelé (reconduction tacite tous les ans)	40 000	Sensibilisation accrue aux sites du patrimoine mondial.	670 films ont été produits.	Sur les documentaires et les brochures du projet.	Compte spécial du Fonds du patrimoine mondial. Accord avec la FNUAJ en 1996. Accord avec le Centre du patrimoine mondial depuis 2006.	Audience mondiale. Nombre total de téléspectateurs regardant ce programme chaque mois : 40 millions (moyenne estimée pour 2016).	Communication

Tableau 2 - INVENTAIRE DES PARTENARIATS DU PATRIMOINE MONDIAL ENVISAGÉS EN MARS 2017 (par ordre alphabétique)

N°	Partenaire	Résultats escomptés	Principaux résultats positifs	Utilisation de l'emblème	Objectifs stratégiques
1	FONDATION CHANEL, France Projet multisectoriel ED et CLT pour appuyer les femmes vivant autour du site de patrimoine mondial Réserve naturelle intégrale du Tsingy de Bemaraha (Madagascar). Contribution financière.	Acquisition par les jeunes femmes de compétences indispensables à leur développement socio-économique.	Intégration professionnelle. Promotion du tourisme durable.	Sur les supports de communication.	Renforcement des capacités Conservation Éducation Communautés
2	FONDATION IRIS Intégration des connaissances autochtones aux pratiques contemporaines de gestion des forêts au Myanmar	Meilleure compréhension des connaissances autochtones en matière de gestion des forêts.	Organisation d'ateliers de formation pour les communautés locales. Inventaire communautaire. Diffusion des résultats de recherche.	Sur les supports de communication.	Communautés Conservation
3	HACHETTE UK Création de publications sur le patrimoine mondial pour les enfants Contribution financière (royalties et capital).	Meilleure connaissance du patrimoine mondial et des besoins de sauvegarde parmi les enfants de 8 à 10 ans.	Publication « <i>Saving our World Heritage</i> » et série de six livres sur différentes zones géographiques, avec les faits et le contexte historiques. Illustration par des artistes.	Sur les livres.	Communication Éducation
4	INDOSUEZ WEALTH MANAGEMENT, Suisse Développement économique des communautés locales vivant autour du site de patrimoine mondial « Réserve de faune de Dja » (Cameroun). Contribution financière.	Développement de revenus économiques pour les populations locales grâce à la conservation de la biodiversité.	Soutien à la production et à la vente de produits tels que le cacao, le caoutchouc, l'huile de palme...	Sur les supports de communication.	Communautés
5	SHUN TAK HOLDINGS, Chine Contribution financière.	Renforcement des capacités du secteur culturel de l'UNESCO dans le cadre de ses activités éducatives et de formation.	1) renforcement de la participation des jeunes à la préservation du patrimoine ; 2) renforcement des capacités pour le tourisme durable à l'échelle mondiale ; 3) soutien des meilleures pratiques en matière de gestion et de préservation du patrimoine avec les Prix	Sur les supports de communication.	Renforcement des capacités Communication Éducation

			UNESCO pour le patrimoine d'Asie et du Pacifique ; 4) aide à la publication du 3e volume de l'ouvrage « <i>Asia Conserved</i> ».		
6	SOCIÉTÉ GÉNÉRALE, France Contribution financière.	Projet de co-marquage sur les cartes de paiement.	Création d'une carte de paiement avec des sites du patrimoine mondial. Versement d'un pourcentage sur les paiements.	Sur les cartes de paiement et supports de communication.	Communication
7	ZDF, Allemagne Création et production d'une série télévisée sur les sites du patrimoine mondial et les problèmes de conservation. Contribution financière.	Visibilité du travail de la Convention	« <i>Trésors de la planète</i> » 70 films de 45 minutes	Dans les films et sur les supports de communication	Communication